

Séquence 3

Idéologies, opinions et croyances en Europe et aux États-Unis de la fin du XIX^e siècle à nos jours

Sommaire

1. Socialisme, communisme et syndicalisme en Allemagne depuis 1875
2. Médias et opinion publique dans les grandes crises politiques en France depuis l’Affaire Dreyfus
3. Religion et société aux États-Unis depuis 1890

Glossaire

1

Socialisme, communisme et syndicalisme en Allemagne depuis 1875

Introduction

Socialisme, syndicalisme et communisme : un modèle allemand ?

Socialisme, communisme, social-démocratie

Du milieu du XIX^e siècle à la Révolution russe de 1917, les mots « **socialisme** » et « **socialiste** » sont applicables à l'ensemble des organisations politiques ouvrières européennes qui veulent transformer la société pour la rendre plus égalitaire quels que soient les moyens d'y parvenir. Ces organisations sont réunies dans la Première (1864-1876) puis dans la Deuxième (1889) Internationale socialiste.

Il faut attendre 1917 pour que s'impose, à côté du terme « socialiste », celui de « **communiste** » désignant les partisans de la Révolution soviétique regroupés dans la Troisième Internationale créée par Lénine en 1919.

Mais bien avant 1917, le mouvement socialiste est déjà très divers. On y distingue deux grands courants : d'une part le **socialisme « révolutionnaire »** qui veut une transformation radicale et brutale de la société par la révolution et d'autre part le **socialisme « réformiste »** qui veut transformer progressivement et pacifiquement la société par des réformes graduelles et par la voie démocratique. Le premier courant s'inspire du marxisme, doctrine élaborée par Karl Marx (1818-1883) visant à mettre fin à la lutte des classes entre bourgeois et prolétaires et à instaurer la société sans classes et sans État par la révolution et la dictature du prolétariat. Le deuxième courant, moins idéologique, s'éloigne du marxisme, sans l'abandonner immédiatement, en suivant une démarche plus pragmatique.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, le courant révolutionnaire et marxiste est appelé « **social-démocrate** » par opposition au socialisme réformiste. À partir de 1896, le marxisme devient la doctrine officielle de la Deuxième Internationale. Mais après la Révolution de 1917, le terme « social-démocrate » change de sens, il est repris par les socialistes réformistes qui refusent le modèle soviétique. La social-démocratie, tout en restant officiellement marxiste, s'oppose donc au communisme. Dans les années 1950-1960, les sociaux-démocrates rompent définitivement avec le marxisme. Seuls les communistes en revendiquent désormais l'héritage.

Syndicat, syndicalisme

Les **syndicats** qui, à la différence des partis, n'agissent pas dans le domaine politique mais dans le domaine économique et social pour défendre les intérêts des travailleurs - salaires, conditions et temps de travail principalement – se sont constitués parallèlement aux partis. Le mouvement syndical ouvrier s'est, selon les cas, tenu à distance ou rapproché des partis socialistes et comme eux, il a subi la même division entre réformistes et révolutionnaires. Les premiers privilégiant la négociation et le dialogue avec le patronat, les seconds optant pour des formes de revendications plus dures pouvant aller jusqu'à la grève générale.

Socialisme et syndicalisme en Allemagne

Le socialisme, le communisme et le syndicalisme allemands s'inscrivent dans ce cadre général mais avec ses **spécificités chronologiques et doctrinales**.

Le Parti socialiste allemand est remarquable par sa précocité : né en 1875, il est chronologiquement le premier parti socialiste européen. Son essor est ensuite spectaculaire jusqu'à la Première Guerre mondiale. En 1914, le SPD – Sozialdemokratische Partei Deutschlands, son nom depuis 1890 – est le plus puissant et le modèle des partis socialistes en Europe.

Le syndicalisme, plus tardif qu'en Grande-Bretagne, s'est organisé simultanément au parti socialiste à la fin du XIX^e siècle. Il se développe lui aussi rapidement jusqu'en 1914.

Entre 1914 à 1945, socialisme et syndicalisme sont dans une phase critique. Ces années sont marquées comme ailleurs, par l'éclatement de la famille socialiste, provoqué par la Guerre et la Révolution russe – le KPD, Kommunistische Partei Deutschlands, naît en 1918, de ces divisions - mais aussi par la disparition des partis et des syndicats qui suit l'arrivée des Nazis au pouvoir en 1933.

La période de 1945 à nos jours voit d'abord la renaissance du socialisme et du syndicalisme en Allemagne et leurs mutations dans un contexte social et politique nouveau.

Sur le plan des idées, le socialisme et le syndicalisme allemands sont aussi remarquables par leur tendance précoce au réformisme. Les syndicats ouvriers allemands ont fait ce choix dès leur naissance. Le Parti socialiste est resté officiellement plus longtemps marxiste. En réalité, il a manifesté lui aussi très tôt des orientations réformistes, qui n'ont pas cessé de se renforcer par la suite jusqu'à la rupture définitive du SPD avec le marxisme en 1959.

L'Allemagne depuis 1875

L'Allemagne a achevé son unification nationale en 1871. Elle se dote alors d'un régime impérial semi-autoritaire : l'empereur nomme le chancelier impérial (équivalent d'un premier ministre) qui n'est responsable que devant lui. Les lois sont votées par un parlement (le Reichstag) élu au suffrage universel masculin direct qui ne peut pas renverser le gouvernement. L'empereur et le chancelier ont donc des pouvoirs considérables mais limités cependant par le parlement. Ce régime se maintient jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale. La défaite de 1918 provoque sa chute et l'avènement de la République de Weimar (du nom de la ville d'Allemagne du centre où est élaborée la constitution du régime en 1919). Cette république démocratique est à la fois présidentielle et parlementaire : le Président de la République est élu au suffrage universel direct (les femmes peuvent voter depuis 1918), il nomme le chancelier qui est responsable devant le parlement. Le parlement est élu au suffrage universel direct et peut donc renverser le gouvernement. La République de Weimar est remplacée en 1933 par le régime nazi. Ce régime totalitaire à parti unique (le parti nazi), dirigé par un Führer omnipotent, A. Hitler, disparaît en 1945.

De 1945 à 1949, l'Allemagne n'a plus d'État ni de souveraineté : elle est découpée en quatre zones d'occupation réparties entre les vainqueurs, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France à l'Ouest, l'URSS à l'Est. Berlin, situé en zone soviétique, est divisé en quatre secteurs. En 1949, dans le contexte de la guerre froide, l'Allemagne est partagée en deux États : les trois zones occidentales deviennent la RFA, la zone soviétique, la RDA. La RFA est une république parlementaire pluraliste, la RDA un régime de type soviétique à parti unique (le parti communiste). La fin de la Guerre froide permet la réunification allemande en 1990, l'ex RDA est fondue dans la RFA démocratique.

L'Allemagne a donc connu en un peu plus d'un siècle, une gamme étendue de régimes différents, du totalitarisme à la démocratie. Les partis politiques ont subi une période d'interdiction majeure entre 1933 et 1945. Le parti communiste a par ailleurs été interdit en RFA de 1956 à 1968.

Le plan suivra cet ordre chronologique déterminé par la succession des régimes.

Problématique



Il s'agit donc de comprendre quelles ont été les modalités et les facteurs de l'évolution du socialisme et du syndicalisme en Allemagne de 1875 à nos jours et ce qui fait l'originalité du « modèle allemand » dans ce domaine ?

Plan : traitement de la problématique	Notions clés	Compétences
<p>A. 1875 – 1914 : La formation et l'affirmation du Parti socialiste et du syndicalisme en Allemagne</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'essor contrarié du SPD 2. La crise révisionnisme 3. Le réformisme syndical allemand 	<p>Socialisme Réformisme Lois d'exception Révisionnisme Parti de masse</p>	<p>Études de textes politiques Compréhension du vocabulaire et de l'argumentation politique</p>
<p>B. 1914 – 1945 : La phase critique du socialisme et du syndicalisme allemands</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'éclatement du SPD et l'évolution du syndicalisme entre 1914 et 1918 2. La division de la gauche allemande après 1918 3. L'impact de la crise et du nazisme 	<p>Spartakisme Communisme National-socialisme</p>	<p>Mise en contexte d'une affiche électorale</p>
<p>C. 1945 à nos jours : La renaissance et les mutations du socialisme et du syndicalisme allemands</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La difficile renaissance politique et syndicale 2. Le tournant de Bad Godesberg et ses conséquences 3. Les dernières mutations 	<p>Social-démocratie Gauchisme Cogestion Social-libéralisme</p>	<p>Analyse de résultats électoraux Analyse d'un programme politique</p>



1875 – 1914 : La formation et l'affirmation du Parti socialiste et du syndicalisme en Allemagne

B

1914 – 1945 : La phase critique du socialisme et du syndicalisme allemands

La Première Guerre mondiale divise profondément les socialistes et perturbe les pratiques syndicales. Le SPD en sort en lambeaux. La division de la gauche perdure sous la République de Weimar (1919 – 1933) dans un affrontement très dur entre socialistes et communistes. L'arrivée des nazis au pouvoir en 1933 entraîne l'interdiction et la disparition des partis et des syndicats.

1. L'éclatement du SPD et l'évolution du syndicalisme entre 1914 et 1918

La fragile unité du SPD ne résiste pas à la Guerre. La révolution russe de 1917 accélère l'éclatement du parti. La Guerre a aussi altéré le fonctionnement des syndicats.

a) Le choc de la Guerre sur le SPD

L'entrée en guerre de l'Allemagne le 1^{er} août 1914, contre la Russie, puis le 3 août, contre la France marque un double échec pour les socialistes allemands. Ils n'ont pas pu – au même titre que l'ensemble des socialistes européens – empêcher le conflit : le nationalisme a vaincu l'internationalisme, le devoir patriotique l'a emporté sur l'entente entre les peuples. Ils se divisent aussi face à la guerre : une large majorité des députés SPD accepte la guerre, vote les crédits militaires et rejoint ainsi le Burgfrieden, « l'Union sacrée » allemande. En revanche, une minorité d'entre eux, emmenée par Karl Liebknecht, s'y oppose. En votant malgré tout les crédits de guerre par discipline, le parti sauve in extremis une union de plus en plus fragile. L'allongement imprévu du conflit finira par la rompre.

Dès le mois de décembre 1914, Liebknecht vote pour la première fois contre le financement de la guerre, lors d'une seconde consultation sur cette question : c'est la première atteinte visible à l'unité du parti. L'extrême gauche du SPD entame alors un processus de rupture avec la majorité. En septembre 1915, Liebknecht participe au congrès de Zimmerwald en Suisse qui réunit les dissidents des partis socialistes européens opposés à la guerre. En 1916, il rassemble ses partisans dans un groupe minoritaire au sein du SPD, les Spartakistes (de Spartacus, esclave en révolte contre Rome au I^{er} siècle avant notre ère) qui se prononcent ouvertement pour la paix. Ce groupe est aussitôt expulsé de la délégation socialiste du Reichstag mais pas encore du Parti lui-même.

b) L'impact de la révolution russe et le spartakisme révolutionnaire

Les révolutions russes de février et d'octobre 1917 accentuent ce processus d'éclatement du Parti. La première renverse le régime tsariste, la seconde porte au pouvoir les Bolcheviks de Lénine. En avril 1917, Kautsky et Bernstein, qui étaient jusque-là dans la majorité, quittent le SPD pour créer un nouveau parti, l'USPD - le SPD « indépendant » par opposition au SPD « majoritaire ». Ils réclament des négociations immédiates avec la Russie pour arrêter la guerre. Les Spartakistes de Liebknecht et Rosa Luxemburg les rejoignent, tout en gardant leur autonomie au sein de l'USPD. Mais une fois la guerre terminée ils rompent ce lien formel pour créer le parti communiste allemand – le KPD : Kommunistische Partei Deutschlands. Les Spartakistes ne veulent pas seulement faire la paix, ils veulent faire aussi la révolution. Sous l'influence de Rosa Luxemburg, ils suivent un programme révolutionnaire original qui repose sur la spontanéité des masses populaires, l'attachement à la démocratie ouvrière et à la démocratie directe, l'internationalisme et la haine du nationalisme, le pacifisme et l'antimilitarisme. À la fin de la guerre, les Spartakistes animent un peu partout en Allemagne des soviets (c'est-à-dire des conseils) d'ouvriers et de soldats qui lancent des révoltes et des mutineries dans plusieurs villes allemandes. Ce mouvement révolutionnaire émergeant au moment de la défaite permettra à la droite allemande et à une partie de l'armée de forger la thèse du « coup de poignard dans le dos » : l'Allemagne n'aurait pas perdu la guerre à cause d'une défaite militaire mais à cause des révolutionnaires de l'intérieur qui l'auraient frappée par-derrière.

À la fin de la guerre, le SPD a ainsi éclaté en trois partis distincts, le SPD, l'USPD et le KPD.

Document 1 *K. Liebknecht et R. Luxemburg*



Karl Liebknecht est au centre. Congrès de Leipzig 1905 © Ullstein Bild/Roger-Viollet.

c) Le syndicalisme de guerre

La Guerre a aussi profondément perturbé l'action syndicale. Les syndicats « libres », comme la majorité du SPD, se sont associés à l'effort de guerre. Les leaders syndicaux ont participé aux organisations de secours aux blessés et aux comités chargés du ravitaillement. Ils ont accepté la loi sur le service auxiliaire de guerre obligeant tous les hommes de 17 à 60 ans à travailler qu'ils soient mobilisables ou non. Et comme le SPD, ils ont subi la fronde d'une minorité de leurs membres, hostile à la guerre et favorable aux grèves insurrectionnelles qui secouent l'Allemagne en janvier et en novembre 1918. En revanche le syndicalisme libre allemand parvient à préserver son unité, malgré cette fronde, contrairement à la CGT, en France par exemple, qui se divise en une CGT proche de la SFIO et une CGTU (c'est-à-dire unifiée) proche des communistes.

2. La division de la gauche allemande après 1918

La division des socialistes allemands perdure sous la République de Weimar. Les deux grands partis de gauche, le SPD et le KPD s'affrontent durement jusqu'en 1933. Dans ce contexte, les syndicats sont plus proches du SPD que du KPD.

Le SPD, à l'origine de la République de Weimar

Le SPD joue un rôle majeur dans l'instauration de la nouvelle république qui se substitue au régime impérial en novembre 1918. Le 7 novembre 1918, l'empereur Guillaume II abdique. Le 9 novembre, son chancelier, Max de Bade, transmet ses pouvoirs au leader du SPD, Friedrich Ebert, qui préside aussitôt la nouvelle République proclamée quelques heures auparavant au Reichstag par le socialiste Scheidemann. Le SPD est, grâce à son implantation dans l'ensemble du pays, la seule force capable à la fois de contenir la révolution qui se diffuse en Allemagne sur fond de défaite et d'incarner les espoirs des ouvriers en une république sociale. Le SPD prend donc la responsabilité de stopper la révolution et de construire la nouvelle république. Pour répondre aux aspirations populaires, il enclenche le processus constitutionnel qui fonde la République de Weimar. Le nouveau régime est démocratique, il est à la fois présidentiel et parlementaire. Ebert en devient le premier Président élu en février 1919 par l'assemblée constituante réunie à Weimar pour élaborer la constitution, il nomme comme chancelier Scheidemann qui forme un gouvernement de coalition avec les partis du centre. Ce nouveau gouvernement à direction socialiste devra aussi assumer la défaite en acceptant le traité de Versailles le 28 juin 1919. Il en supportera durablement les conséquences.

SPD contre Spartakistes

Pour endiguer le mouvement révolutionnaire, Ebert et le représentant du SPD à Berlin, Gustav Noske, ont aussi réprimé durement en janvier 1919 l'insurrection communiste-spartakiste.

Le 5 janvier 1919 en effet, les Spartakistes, emmenés par Liebknecht et Rosa Luxemburg, déclenchent la révolution à Berlin : manifestations de masse, grève générale, barricades. Un comité révolutionnaire comprenant Karl Liebknecht est créé pour s'emparer du pouvoir. Mais les dissensions entre partisans de l'insurrection armée ou au contraire de la négociation et surtout la répression menée par le nouveau gouvernement dirigé par le SPD débouchent sur l'échec du mouvement au terme d'une semaine sanglante de combat avec les groupes paramilitaires – les corps francs - dépêchés par le pouvoir SPD pour mater la révolte. Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, capturés par les corps francs sont aussitôt abattus, sur ordre du gouvernement socialiste.

Le SPD est temporairement au pouvoir mais au prix d'une rupture définitive avec son ancienne aile gauche. Pour l'extrême gauche spartakiste et indépendante, le SPD a trahi la cause ouvrière et l'idéal révolutionnaire. En collaborant avec les partis modérés, il est devenu à leurs yeux un parti bourgeois. Cette coupure et cette trahison vont laisser des traces durables dans la gauche allemande.

Document 2 *La trahison sociale-démocrate selon Rosa Luxemburg*

Le 18 novembre 1918, Rosa Luxemburg dénonce dans le journal la « Rothe Fahne » les calomnies que la majorité du SPD font courir sur les Spartakistes et la façon dont ils trahissent selon elle la révolution :

« Derrière ces rumeurs...ces mensonges...il y a quelque chose de très sérieux, tout cela est organisé. La campagne d'excitation est menée systématiquement...Ce qu'on veut c'est créer un climat de panique chez les petits-bourgeois, c'est troubler l'opinion publique, intimider et égarer les ouvriers et les soldats. On veut créer une atmosphère de pogrom¹ et poignarder politiquement le mouvement spartakiste avant qu'il ait eu la possibilité de faire connaître sa politique et ses objectifs aux larges masses...Ce sont les sociaux-démocrates qui empoisonnent délibérément l'opinion publique en forgeant des mensonges, qui dressent le peuple contre nous parce qu'ils redoutent nos critiques et ont tout lieu de les redouter.

Ces gens qui, huit jours avant que n'éclate la révolution, qualifiaient de crime « putschiste et « d'aventurisme » la seule idée de la révolution...veulent aujourd'hui faire croire que la révolution est déjà faite et que ses objectifs ont été atteints. Ce qu'ils veulent c'est stopper le progrès de la révolution pour sauver la propriété bourgeoise et l'exploitation capitaliste ».

1. *pogrom : ici, a le sens de massacre

Questions



- 1 Quels reproches R. Luxemburg fait-elle aux socialistes du SPD ?
- 2 Comment explique-t-elle l'attitude du SPD ?

Réponses



- 1 R. Luxemburg reproche aux socialistes de présenter les Spartakistes comme des révolutionnaires dangereux, voire même d'inciter le peuple à s'en prendre aux Spartakistes.
- 2 Pour R. Luxemburg cette attitude du SPD vise à isoler les Spartakistes et à les empêcher de mener à bien la révolution en Allemagne. On voit très bien dans ce texte l'opposition entre la ligne révolutionnaire des Spartakistes qui veulent prendre le pouvoir par une grande insurrection populaire et la ligne modérée du SPD qui veut éviter la révolution au profit d'une conquête pacifique du pouvoir.

SPD contre KPD

Le SPD devient désormais un parti de gouvernement, même si après son échec aux élections de 1920 dû à la concurrence de l'USPD – 21 % des voix contre 37 % en 1919 - il ne participe qu'épisodiquement aux majorités gouvernementales successives. Il reste néanmoins grâce à la disparition de l'USPD le premier parti allemand en voix et en sièges jusqu'en 1930 et est à nouveau associé au pouvoir à la fin des années vingt. Officiellement il est marxiste. Le congrès d'Heidelberg de 1926 confirme cette ligne en rappelant l'attachement du parti à la socialisation des moyens de production et à la planification de l'économie. Le marxisme conserve d'ailleurs un grand prestige sur les milieux intellectuels allemands, notamment dans la sphère culturelle et artistique. Mais le tournant réaliste est irréversible. En participant à la répression de la révolution spartakiste, il avait rompu définitivement avec le mythe révolutionnaire et opté pour la légalité et l'ordre. Désormais le SPD entend donner la priorité à la voie électorale et parlementaire plutôt qu'au processus révolutionnaire pour changer la société.

Le KPD est l'héritier du mouvement spartakiste. Il va pourtant s'en éloigner radicalement : le KPD spartakiste de 1918 est très différent du KPD de 1920 car entre-temps, Lénine a fondé le Komintern, l'Internationale communiste ou III^e Internationale, et le KPD accepté de s'aligner sur les 21 conditions imposées par Lénine pour entrer dans le Komintern. Les spartakistes préconisaient l'action de masse à partir de groupes locaux autonomes, ils refusaient toute organisation centralisée et structurée. C'est en partie ce qui avait causé leur échec. Le KPD au contraire, tirant les leçons de cet échec, prend pour modèle le parti bolchevik russe. Il adopte une organisation très centralisée, au nom du centralisme démocratique préconisé par Lénine : débat à la base, mais décision au sommet. Ce processus de bolchévisation le conduit, contrairement au SPD, à s'enfermer dans une opposition totale à la République de Weimar.

Il suit fidèlement la stratégie du front unique prolétarien décidée par le Komintern. Le KPD en effet n'est pas maître de sa décision, c'est le parti bolchevik, c'est-à-dire Staline à partir de 1928, qui décident la marche à suivre. Selon cette stratégie, le mouvement ouvrier international ne peut avoir qu'un chef de file, le Parti communiste soviétique. Aucune alliance n'est donc possible avec les autres partis de gauche qui sont même perçus comme des diviseurs de la classe ouvrière et des collaborateurs de la bourgeoisie au pouvoir qu'il faut donc combattre. Les sociaux-démocrates sont considérés comme des « sociaux-traitres ». Cette position du KPD sera constante jusqu'en 1933. Elle s'oppose à la formation de front populaire réunissant toutes les forces de gauche dans une grande coalition pour la conquête du pouvoir. Ils s'opposent ainsi au « Front de fer », cette coalition regroupant les partis républicains, du SPD aux catholiques du Centre, formée en décembre 1931 pour contrer le Front de Harzburg qui regroupe la droite nationaliste. La bolchévisation du parti est devenue une stalinisation.

Quant à l'USPD, sommé de choisir entre l'un ou l'autre, il se dissout entre 1920 et 1922. Ses membres rejoignent le SPD ou le KPD. Il n'aura eu que cinq années d'existence.

La fracture entre SPD et KPD reflète parfaitement la vieille opposition entre révisionnistes et révolutionnaires, visible avant 1914. La guerre n'a fait que la concrétiser. C'est donc à ce moment que le terme de « social-démocrate » cesse de désigner les marxistes révolutionnaires pour qualifier les socialistes modérés comme le SPD et qu'au contraire le terme de « communiste » s'impose pour identifier les socialistes révolutionnaires comme le parti bolchevik ou le KPD. Ce processus de scission touche tous les partis socialistes d'Europe. En 1920 la SFIO se divise elle aussi en deux partis, la SFIO ou parti socialiste, équivalente au SPD allemand et la SFIC, section française de l'Internationale communiste ou parti communiste, équivalent du KPD. Comme en Allemagne, les deux partis refusent toute alliance.

Document 3 *Nombre de députés et % des voix aux élections législatives (1919/1933):*

Années	KPD députés	%	USPD députés	%	SPD députés	%	NSDAP députés	%
1919			22	2.1	163	37.9		
1920	4	2.1	84	17.9	102	21.6		
1924, mai	62	12.6			100	20.5	32	6.6
1924, décembre	45	8.9			131	26.2	14	3.1
1928	54	10.6			153	29.8	12	2.6
1930	77	13.1			143	24.5	107	18.3
1932, juillet	89	14.3			133	21.6	230	37.3
1932, novembre	100	16.9			121	20.4	196	33.1
1933	81	12.3			120	18.3	288	43.9

Les syndicats, plus proches du SPD que du KPD

Dès 1918, le syndicalisme ouvrier allemand a choisi la modération contre l'extrême-gauche révolutionnaire. Il appuie donc la politique de répression menée par le SPD contre les Spartakistes. Tout en gardant jalousement son autonomie, il restera toujours plus proche du SPD que du KPD par hostilité à toute stratégie de type révolutionnaire. En 1919, il se réorganise en devenant l'ADGB (Allgemeine Deutscher Gewerkschaftsbund) et confirme en effet son orientation réformiste d'avant-guerre. En 1925, il renonce définitivement et officiellement à la lutte des classes et à la dictature du prolétariat qu'ils avaient abandonnées dans les faits depuis longtemps. L'ADGB s'est doté d'une forte direction centrale pour dialoguer directement au plus haut niveau avec l'État et le patronat et négocier de nouvelles conventions collectives. En 1923, durant la crise de la Ruhr, il fait front commun avec les patrons dans le mouvement de désobéissance passive contre l'occupation militaire franco-belge. Ses effectifs augmentent fortement passant de 2,5 millions en 1914 à 7,5 millions en 1921 avant de se stabiliser à un niveau encore de 4 millions d'adhérents à la fin des années 20. Il peut aussi compter sur la puissante « Bannière d'Empire » qui malgré son nom est une organisation d'anciens combattants républicains proches de l'ADGB et du SPD. C'est encore jusqu'en 1933, le syndicat le plus puissant d'Europe.

3. L'impact de la crise et du nazisme

La crise fait monter les extrêmes politiques. La division de la gauche favorise l'arrivée des Nazis au pouvoir qui débouche sur la suppression des partis et des syndicats et la répression de leurs membres.

La montée des extrêmes

La crise économique de 1929 provoque un effondrement de la production et une flambée du chômage – 6 millions de chômeurs en 1932 soit 25 % de la population active. Cette situation profite aux partis extrêmes : à gauche au KPD qui double ses voix entre 1928 et 1932, à droite au Parti Nazi qui devient le premier parti allemand en 1932, sans jamais obtenir cependant la majorité absolue à lui seul. Cette radicalisation accroît la violence politique à chaque élection. Les militants de choc des partis, Front rouge communiste, Bannière d'Empire proche de l'ADGB et du SPD et S. A. nazis transforment l'espace public en terrain d'affrontement. Les combats physiques sont fréquents et souvent mortels. Le SPD, perçu comme un parti modéré et identifié à la République de Weimar, tente de se tenir à distance de cette brutalisation de la vie politique allemande sans y parvenir tout à fait. Il est la principale victime de cette montée des extrêmes. Il perd régulièrement des voix et des sièges aux élections. Il n'est plus, après 1930, le premier parti allemand. Alors qu'au contraire le KPD continue de progresser : en novembre 1932, une vingtaine de députés et à peine 4 % des voix seulement les séparent.

Document 4 **Affiche du SPD contre le nazisme** (affiche électorale du SPD pour les élections de 1932 intitulée « Les Travailleurs sous l'emprise de la croix gammée », « Voilà pourquoi il faut voter pour le SPD »)



© akg-images

Questions



- 1 Présenter le document.
- 2 Quelle est la signification du dessin ?
- 3 Comment qualifier le « ton » de l'affiche ?

Réponses



- ① Il s'agit d'une affiche électorale du parti socialiste pour une des campagnes électorales de l'année 1932 qui a compté trois élections : deux élections législatives et une élection présidentielle. C'est donc une affiche de propagande politique. Elle s'adresse aux ouvriers pour qu'ils votent en faveur du SPD.
- ② Le message est clair : voter nazi (la croix gammée) c'est se retrouver enchaîné (le travailleur lié à la croix) c'est-à-dire privé de liberté, sous l'emprise d'un régime autoritaire. Le parti nazi promet du travail aux ouvriers en réalité il leur enlèvera leurs droits. Il s'agit d'alerter les travailleurs tentés par le vote nazi sur la vraie nature de l'idéologie national-socialiste.
- ③ Le ton de l'affiche est violent. L'enchaînement du travailleur à la croix gammée rappelle bien sûr la crucifixion du Christ. L'Allemagne est une nation chrétienne. L'image doit choquer, c'est son but. A posteriori, cette vision du nazisme n'en apparaît que plus prémonitoire.

Les Nazis au pouvoir

La division de la gauche, sans être un facteur unique, a joué un rôle majeur dans l'accession des Nazis au pouvoir. En 1932, l'addition des voix et des sièges du SPD et du KPD les placent au même niveau que le Parti Nazi – environ 35 % pour chacun des deux pôles. La stratégie de front républicain n'est toujours pas d'actualité pour le KPD qui reste figé dans son isolement tactique. L'affrontement entre les deux forces de gauche a même tendance à se durcir. En 1931, un journal communiste affirme : « c'est contre la social-démocratie que nous menons le combat principal ».

C'est en partie la menace communiste, concrétisée par le nombre symbolique de 100 députés atteint par le KPD aux élections de novembre 1932 qui pousse la droite allemande à s'allier aux Nazis pour offrir le pouvoir à Hitler. En 1933, la victoire définitive du nazisme n'est acquise qu'au prix de l'interdiction du parti communiste qui permet à Hitler d'atteindre la majorité des deux-tiers du Reichstag nécessaire à l'obtention des pleins-pouvoirs.

En juin 1933, les partis et les syndicats sont progressivement dissous. Le 14 juillet 1933, le Parti Nazi devient parti unique. Des milliers militants et la plupart des cadres des partis de gauche sont arrêtés et internés dans des camps de concentration pour être « rééduqués ». Le premier d'entre eux ouvre dès mars 1933 et est d'abord destiné aux opposants politiques. Ernst Thälmann, leader du KPD y est incarcéré immédiatement, il y sera exécuté en 1944. Kurt Schumacher, député socialiste, arrêté en juillet 1933, y restera jusqu'en 1944. D'autres parviendront à gagner l'étranger, en France ou en Angleterre surtout, pour reconstituer des partis en exil. D'autres enfin s'engageront dans la clandestinité pour mener en Allemagne une Résistance de l'intérieur au régime nazi comme le mou-

vement Neu Beginnen, « nouveau départ » socialiste ou l'Orchestre rouge communiste. La Résistance allemande au nazisme a été un phénomène massif qui s'est appuyé d'abord, mais pas exclusivement, sur ces forces de gauche.

Le nazisme : une variante du socialisme ?

« Nazi » est la contraction de national-socialiste (national-sozialistische en allemand), c'est-à-dire la première syllabe de « **N**ational » et la deuxième de « **S**ozialistische ». Certes le NSDAP – le nom complet du parti : National-Sozialistische Deutsche Arbeiter Partei, parti national-socialiste des travailleurs allemands – créé en 1920 par Hitler, comportait dans son programme des mesures empruntées au socialisme comme la nationalisation des trusts ou l'engagement de l'État à procurer des moyens d'existence à tous les citoyens. Mais le terme de « socialiste » ne doit pas faire illusion. Outre que ces mesures ont été oubliées par la suite et que le nazisme n'a jamais rompu avec le capitalisme, l'essentiel du programme nazi, ultranationaliste, pangermaniste, raciste et antisémite, est complètement étranger au socialisme. Et le régime totalitaire construit par les Nazis à partir de 1933, s'il a des structures communes avec le communisme stalinien, s'en distingue par son exclusivisme racial et se situe aux antipodes du socialisme démocratique défendu par le SPD.

En 1933, le bilan est terrible pour la gauche politique et syndicale allemande. Partis et syndicats ont disparu. Commence pour eux une longue période d'étouffement et de ruine. Les divisions entre socialistes et communistes n'y sont pas étrangères. Ce constat servira l'année suivante, en 1934, de leçon à la gauche française qui entamera alors un processus d'union menant à la formation du Front populaire et à la victoire électorale de juin 1936. Un scénario inverse de celui de l'Allemagne.



De 1945 à nos jours : La renaissance et les mutations du socialisme et du syndicalisme allemands

Les partis et les syndicats renaissent en Allemagne après la guerre. Ils vont ensuite connaître une première phase de mutation idéologique au tournant des années cinquante – soixante puis une seconde, à la fin des années 1990, dans le contexte de la recomposition du paysage allemand et de la mondialisation.

1. La difficile renaissance politique et syndicale après 1945

L'Allemagne en 1945, est un pays défait, dévasté, privé de sa souveraineté et déjà partagé entre l'influence soviétique et l'influence américaine. Le territoire allemand est découpé en quatre zones d'occupation : américaine, britannique, française et soviétique. Une commission interalliée administre le pays. Les prémices de la Guerre froide commencent à séparer la partie Ouest sous contrôle occidental, de l'Est sous contrôle russe. Cette situation va durer jusqu'à la création des deux États allemands – la RFA et la RDA – en 1949 à l'issue de la crise du blocus de Berlin. C'est dans ce contexte, que les partis et les syndicats de gauche tentent de se reconstituer. Le SPD reste le seul parti de gauche en Allemagne de l'Ouest après l'interdiction du KPD en 1956. Il se cantonne dans une opposition intransigeante face à la majorité démocrate-chrétienne au pouvoir (la CDU).

Les syndicats de leur côté renouent avec leur réformisme traditionnel et se prononcent pour la cogestion, c'est-à-dire la participation à la direction des entreprises avec le patronat.

SPD et KPD

Le SPD se reforme en 1945 sur les bases de l'organisation clandestine de résistance maintenue en Allemagne pendant la guerre et du parti en exil qui avait trouvé refuge à Prague puis à Paris et finalement à Londres. Dans les zones occidentales, son nouveau leader Kurt Schumacher, ancien déporté, amputé d'une jambe après son passage à Dachau, symbole d'une Allemagne meurtrie, refuse de fusionner avec le KPD et maintient l'indépendance du parti.

Dans la zone soviétique le SPD est contraint au contraire, sous la pression russe, de se fondre dans le KPD pour former le SED (Sozialistische Einheitspartei Deutschlands). Le SED est aligné sur le modèle soviétique, il est le parti unique de la RDA à partir de 1949. Dans les zones occidentales, le KPD garde donc son autonomie mais il se retrouve rapidement marginalisé. Aux élections de 1949, il obtient près de 6 % des voix et 15 élus, en 1953, 2 % des voix seulement et aucun élu. Ses effectifs connaissent la même évolution : 300 000 militants en 1946 mais seulement 80 000 en 1953. En 1956, il est déclaré inconstitutionnel par le Tribunal constitutionnel fédéral de Karlsruhe et immédiatement dissout. L'interdiction sera levée en 1968, le DKP (Deutsche Kommunistische Partei) prendra alors la suite du KPD mais il restera une force politique négligeable avec moins de 3 % des voix. Cette marginalisation du communisme s'explique par l'effet repoussoir exercé par le modèle de la RDA, régime plus autoritaire et moins prospère qu'à l'Ouest dans le contexte de la guerre froide. D'ailleurs avant la construction du mur de Berlin en 1961, près de 3 millions d'Allemands de l'Est quittent la RDA pour la RFA. Le SPD reste donc le seul parti de gauche en Allemagne de l'Ouest de 1956 à 1968, quasiment le seul de 1968 à 1990.

Document 5 Nombre de députés et % des voix aux élections législatives (1949/2009)

Années	KPD PDS (1990) LINKE (2005) députés	%	Verts députés	%	SPD députés	%	CDU députés	%
1949	15	5.7			131	29.2	139	31.2
1953	0	2.2			151	28.8	243	45.2
1957					169	31.7	270	50.2
1961					190	36.2	242	45.3
1965					202	39.3	245	47.6
1969					224	42.7	242	46.2
1972					230	45.8	225	44.8
1976					214	42.6	243	48.6
1980			0	1.5	218	42.9	226	44.5
1983			27	5.6	193	38.2	244	48.7
1987			42	8.3	186	37.1	223	44.2
1990	17	2.4	0	3.8	239	33.5	319	43.8
1994	30	4.4	49	7.3	252	36.4	294	41.5
1998	36	5.1	47	6.7	298	40.9	245	35.5
2002	2	4.2	55	8.6	251	38.5	248	38.5
2005	54	8.7	51	8.1	222	34.2	226	35.2
2009	76	11.9	68	10.7	146	23.1	239	33.8

Questions



- 1 Repérer les scores électoraux les plus élevés du SPD et relier les à l'histoire du parti
- 2 Quand les autres partis de gauche apparaissent-ils dans le tableau ? Pourquoi ?

Réponses



- 1 Les scores électoraux les plus élevés du parti socialiste correspondent à deux phases : entre 1965 et 1980, c'est-à-dire après le virage stratégique de Bad Godesberg puis au tournant des années 2000 correspondant à une autre mutation, sociale-libérale, qui elle, s'avère à moyen terme moins profitable au parti. Ces deux phases sont incarnées par les deux grands leaders du SPD d'après 1945, Willy Brandt pour la première, Gerhard Schröder pour la seconde.
- 2 Les autres partis de gauche émergent au début des années 1980 pour les Verts, comme alternative au leadership du SPD qui commence à s'affaiblir à gauche après près de quinze années au pouvoir. Et au début des années 1990 pour la mouvance communiste-parti de gauche qui bénéficie de la réunification des deux Allemagne et donc de l'apport de l'ex-parti communiste de RDA rénové et bien implanté dans la partie est de l'Allemagne.

Une opposition intransigeante

Sous la direction de K. Schumacher puis de son successeur Erich Ollenhauer, le SPD opte pour une opposition systématique à la droite au pouvoir. Il refuse d'abandonner le marxisme et milite pour une démocratie socialiste et une économie largement socialisée et planifiée. Il réclame la réunification allemande dans ses frontières de 1937, pour ne pas être accusé d'avoir trahi l'unité allemande. Il condamne l'entrée de l'Allemagne au Conseil de l'Europe en 1949 puis dans la CECA en 1951 (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ancêtre de la CEE) et à l'adhésion de la RFA à l'OTAN en 1955 au nom de la préservation de l'indépendance nationale. Il dénonce le fédéralisme et se prononce pour un État centralisé. Sur tous ces points, il est à l'opposé de la CDU (Union chrétienne démocrate, le parti de la droite). Aucun compromis n'est donc possible entre eux. Cette intransigeance doctrinale l'empêche d'atteindre la majorité des sièges au Bundestag (le parlement allemand). Il reste donc un parti d'opposition durant toutes les années cinquante.

Même si des voix commencent à s'élever au sein du parti pour que les choses bougent. Car le SPD renoue avec ses vieux démons, la division gauche – droite et la difficulté de trancher entre les deux. La gauche du parti qui veut garder la ligne marxisante et la droite qui veut une bonne fois toute tourner la page du marxisme. Le fait que le débat s'ouvre est déjà l'amorce d'un changement.

Un syndicalisme cogestionnaire

Au contraire du SPD, le syndicalisme allemand poursuit sa mutation vers le réformisme intégral. Le DGB - nouvelle appellation de l'ADGB en 1949, Deutscher Gewerkschaftsbund – revendique et obtient partiellement la cogestion c'est-à-dire la gestion partagée de l'économie avec le gouvernement, et des entreprises avec le patronat. La loi de 1951 lui donne partiellement satisfaction. Une cogestion paritaire, c'est-à-dire à part égale syndicat/patronat, est établie dans les secteurs des charbonnages et de la métallurgie, ainsi que dans les entreprises de plus de 1000 salariés. En revanche, la loi de 1952, si elle étend la cogestion à l'ensemble des entreprises, ne le fait plus de manière paritaire, freinant ainsi la dynamique cogestionnaire. Cette politique pragmatique lui permet de renouer avec les effectifs des années vingt : 5 millions d'adhérents en 1949 - soit un tiers des salariés – dont plus de un million dans la puissante fédération de la métallurgie IG Metall. Son implantation sociale est aussi favorisée par son réseau d'associations, ses écoles d'apprentissage, ses banques et caisses d'épargne, ses centres d'études et de recherches en partie hérités de la période antérieure.

À la fin des années cinquante, le syndicalisme allemand a retrouvé sa puissance mais le SPD semble en panne. Il paraît incapable de se transformer. Il reste crispé dans une raideur idéologique qui le maintient à distance du pouvoir et divisé sur la marche à suivre entre marxisants et réformistes.

2. Le tournant de Bad Godesberg en 1959

La SPD effectue finalement sa mue réformatrice en 1959 au congrès de Bad Godesberg. La mutation était devenue nécessaire pour de multiples raisons. Elle est profonde et rapide. Elle a des conséquences multiples pour le parti mais aussi en dehors du parti.

Une mutation devenue nécessaire

La stratégie intransigeante menée par K. Schumacher et son successeur conduit le parti dans une impasse. L'évolution du contexte intérieur allemand et international le met en face de ses contradictions : le SPD est un parti ouvertement marxiste mais confronté à la lutte contre le communisme en situation de Guerre froide. Il s'affiche comme un parti ouvrier alors même que la prospérité des Trente Glorieuses accentue l'embourgeoisement de la classe ouvrière. Il s'accroche au dogme de la socialisation économique sans empêcher la cogestion c'est-à-dire la reconnaissance de l'économie de marché voulue par les syndicats. Le parti doit conquérir de nouveaux électeurs, au centre et chez les catholiques, pour espérer gagner les élections. Il doit prendre en compte le « miracle économique allemand » et les mutations sociales qui en résultent. Il doit admettre l'irréversible ancrage de la RFA dans le camp occidental. Il doit reconnaître la force d'attraction de la CDU. Elle a su à la fois restaurer la démocratie et inventer l'économie sociale de marché, à mi-chemin entre le libéralisme et le socialisme, mordant ainsi sur l'électorat de centre gauche et s'en inspirer pour s'ouvrir à son tour à l'électorat de centre droit. Ces changements sont d'autant plus nécessaires que le SPD accumule les échecs électoraux depuis 1949 et que le nombre de ses adhérents baisse régulièrement. Il reste certes un parti de masse. Il dispose toujours d'un réseau d'associations, de médias, de structures coopératives. Il est toujours bien implanté dans les grandes villes industrielles du nord de l'Allemagne. Mais ses effectifs sont passés de près de 900000 en 1947 à moins de 600000 en 1955. C'est deux fois plus que la CDU, mais c'est beaucoup moins qu'avant 1933.

Une contestation interne au parti commence à réclamer une révision du programme. En 1954, une première étape est franchie avec l'abandon de la notion de parti de classe pour celle de parti du « peuple tout entier » et l'acceptation du principe de libre concurrence économique. Mais c'est un nouvel échec électoral en 1957 suivi d'un changement à la tête du parti en 1959 qui précipitent la mutation.

Le congrès de Bad Godesberg

La mutation du SPD se fait en novembre 1959 au congrès du parti de Bad Godesberg (ville de Rhénanie du Nord). Le programme de Bad Godesberg remplace le vieux programme d'Heidelberg toujours en vigueur. Le SPD se présente désormais comme le parti de « la liberté d'esprit », adhérent aux « valeurs chrétiennes, humanistes et à la philosophie classique ». Il abandonne définitivement le marxisme pour s'ouvrir, entre autres, à

l'électorat catholique. Il adopte aussi une nouvelle conception de l'économie en renonçant au principe de l'économie socialisée, aux nationalisations et à la planification. Il reconnaît la libre entreprise et l'économie de marché, tout en prônant des syndicats forts et des réformes sociales. Il se dit prêt à défendre la stabilité monétaire, ce qui est capital dans une Allemagne hantée par l'inflation et attachée à un Mark fort. Il se convertit même à l'atlantisme (c'est-à-dire l'alignement extérieur sur les États-Unis et l'adhésion à l'OTAN, effectuée en 1955) et soutient la construction européenne (donc à l'entrée de la RFA dans la CECA puis la CEE, réalisée en 1951 et 1957). Cette normalisation spectaculaire est confortée par l'élection d'un nouveau chef du parti en 1964, Willy Brandt, jeune quinquagénaire dynamique, très populaire maire de Berlin depuis 1957, qui incarne le renouvellement du parti.

Document 6 *Le programme de Bad Godesberg*

« Les socialistes préconisent une société dans laquelle chaque être humain puisse s'épanouir dans la liberté...Le socialisme démocratique qui plonge ses racines dans l'éthique chrétienne, dans l'humanisme et dans la philosophie classique...est le parti de la liberté de l'esprit. Il constitue une communauté d'hommes s'inspirant d'idéologies et de confessions différentes. Le Parti social-démocrate vise à instaurer un ordre imprégné de ces valeurs fondamentales.

...Les communistes oppriment radicalement la liberté. Ils violent les droits de l'homme et le droit de libre détermination des hommes et des peuples...C'est pourquoi l'espoir du monde réside dans les valeurs du socialisme démocratique qui veut créer une société digne de l'homme, libérée de la misère, de la peur, libérée de la guerre et de l'oppression. »

Questions



- 1 Quelle référence idéologique n'apparaît pas dans le programme socialiste ? À l'inverse sur quelles valeurs et quels principes ce programme insiste-t-il ?
- 2 À quel parti et à quelle idéologie s'oppose nettement le SPD ? Comment ce parti est-il décrit ? À quel pays cette partie du texte fait-elle allusion ?

Réponses



- 1 La référence marxiste a disparu du programme. Au contraire, ce programme insiste désormais sur la liberté de penser, sur la diversité des opinions incluant le christianisme et l'humanisme. L'orientation réformiste du parti, déjà présente depuis longtemps dans les actes, est désormais ouvertement et officiellement proclamée. La conversion sociale-démocrate du SPD (au sens moderne du terme) est ici éclatante.

- ② Le SPD s'oppose fermement aux communistes qu'il présente comme ceux qui « violent les droits de l'homme » et la liberté des peuples. Le texte fait ici allusion à la RDA où le parti communiste – parti unique – est au pouvoir. La RDA se revendique comme une démocratie populaire très éloignée des critères démocratiques occidentaux.

Des conséquences multiples et contradictoires

Les conséquences de l'aggiornamento doctrinale de Bad Godesberg, c'est-à-dire la mise à jour des idées du parti, sont très diverses et pas toutes positives pour le SPD. Elles touchent aussi le DGB qui fait lui aussi évoluer son discours officiel.

Le SPD devient parti de gouvernement. La première conséquence est électorale : le SPD progresse aux élections législatives et locales suivantes. Désormais, la participation au gouvernement n'est plus taboue. En 1966, l'essor d'un parti néonazi en Bavière et en Hesse qui révèle une nouvelle menace d'extrême droite convainc le SPD de rentrer dans une grande coalition gouvernementale aux côtés de la CDU et des libéraux. W. Brandt devient vice-chancelier d'un gouvernement dirigé par Kurt Kiesinger. Cette expérience ministérielle accroît la crédibilité du parti en démontrant qu'il peut gouverner. En 1969, sans arriver en tête des élections, il obtient cependant suffisamment de sièges pour former un gouvernement de coalition avec les libéraux. Et c'est un socialiste, W. Brandt, qui devient chancelier. Le SPD conserve la chancellerie jusqu'en 1983, Helmut Schmidt succédant à W. Brandt en 1974. Les socialistes sont ainsi restés 14 ans au pouvoir, avec leurs alliés libéraux. C'est une première dans l'histoire allemande.

Les socialistes au pouvoir ont-ils une politique originale ? Bad Godesberg était-il un choix tactique ou une vraie conversion idéologique ? Le SPD au pouvoir se montre très prudent. Il ne réalise pas toutes les promesses sociales attendues notamment en matière de co-gestion. Il est limité dans son action par son partenaire libéral, beaucoup plus conservateur que lui sur les questions sociales. Sa politique sociale est donc plutôt timorée et elle déçoit les ouvriers qui avaient mis beaucoup d'espoir dans les socialistes. Le seul domaine où W. Brandt innove est celui de la politique extérieure. Il lance dès 1969, l'« Ostpolitik », politique d'ouverture à l'Est à la RDA et au bloc communiste plus largement. Son but est de normaliser les relations entre les deux Allemagne pour réduire la tension et augmenter les échanges entre les deux pays.

Cette démarche audacieuse débouche sur le traité fondamental de 1972 par lequel les deux États se reconnaissent mutuellement. Cette double reconnaissance leur permet de rentrer tous les deux à l'ONU en 1973. L'Ostpolitik a été, il est vrai, facilitée par le contexte de détente qui règne entre l'Est et l'Ouest depuis le milieu des années soixante. On doit aussi à W. Brandt la première manifestation officielle et internationale de la

reconnaissance de la responsabilité allemande dans le génocide des juifs pendant la guerre : le 7 décembre 1970, le chancelier allemand s'agenouille devant le Mémorial du ghetto de Varsovie dans un geste de repentance mais aussi de réconciliation avec le voisin polonais, comme on le voit sur la photo ci-contre.

Document 7 *Willy Brandt agenouillé devant le Mémorial du ghetto de Varsovie (le 7 décembre 1970)*



© akg-images. Picture-alliance.

La montée du gauchisme. Le recentrage du SPD vers la social-démocratie et sa participation à la grande coalition au côté de la droite créent du mécontentement à la gauche du parti. Au sein du parti, les « Jusos » - les Jeunesses socialistes, hostiles au tournant de 1959 et plus encore à la Grande coalition de 1966 – réclament un nouveau programme nettement plus à gauche. L'Union socialiste allemande des Étudiants, syndicat étudiant proche du SPD rompt avec lui en 1960 et amorce une évolution ultragauchiste sous la direction de Rudi Dutschke. Cette opposition d'extrême-gauche dénonce la confusion gauche/droite qui découle du recentrage du SPD : puisqu'il n'y a plus d'opposition parlementaire, la seule opposition possible ne peut se faire que de manière extraparlamentaire, en dehors du parlement, dans la rue par une agitation permanente, des manifestations, des sit-in, voire par la voie plus radicale du terrorisme.

Cette opposition non-parlementaire – APO (en allemand pour *AusserParlamentarische Opposition* violente) - culmine en avril 1968 dans un vaste mouvement de contestation étudiante qui dégénère en émeutes urbaines spectaculaires, violemment réprimées par les forces

de l'ordre. Cette agitation, dans sa forme et ses mots d'ordre, rappelait un peu la mobilisation spartakiste de 1918. Il faut aussi restituer ce mouvement dans le contexte général des événements de l'année 1968 dans le monde, qui exprimaient un rejet plus global de la société de consommation capitaliste et de l'impérialisme américain sur fond de Guerre du Viêt-Nam. Les émeutes allemandes d'avril 1968, précèdent de peu le mouvement de mai 68 en France. L'APO sera une des sources des Grünen, les Verts allemands à la fin des années soixante-dix.

La mue syndicale. Les syndicats de leur côté, ont accompagné la mue du SPD en formalisant eux aussi un tournant doctrinal, qui contrairement à celui du parti socialiste, était déjà inscrit dans les faits. En 1963, ils abandonnent définitivement leur objectif de transformation globale des structures de l'économie et de la société pour viser seulement des aménagements limités : réforme fiscale plus égalitaire, planification indicative, réduction du temps de travail, augmentation des salaires. Mais son objectif majeur reste la cogestion qu'ils veulent étendre à toutes les entreprises. L'arrivée du SPD au pouvoir en 1969 laissait espérer de voir satisfaire cette revendication. Ce ne fut pas le cas comme on l'a vu. La politique du parti socialiste au pouvoir est très modérée. Le début des années soixante-dix est donc marqué en Allemagne par une reprise de la mobilisation syndicale : les ouvriers déçus par la gauche au pouvoir multiplient les grèves et les mouvements sociaux.

La mutation social-démocrate (au sens actuel du terme c'est-à-dire de socialiste démocratique et réformiste non marxiste) n'est pas propre au SPD. Elle se fait au même moment dans tous les partis socialistes d'Europe du Nord. En revanche, elle se fera plus tard en Europe méditerranéenne et en France où les partis socialistes doivent subir la concurrence de partis communistes bien implantés au sein de l'électorat ouvrier. Cette mutation modifie sensiblement le paysage politique allemand.

3. Les dernières mutations

À la fin des années 1990, après 16 années dans l'opposition, le SPD connaît une nouvelle transformation qu'on peut qualifier de social-libérale. La réunification avait entre-temps ramené le communisme dans le jeu parlementaire allemand et un nouveau parti était venu compliquer le jeu à gauche, les Verts. Ces évolutions produisent une nouvelle recomposition de la gauche politique et syndicale allemande qui finalement ne profite guère aux socialistes ni au DGB.

Le virage social-libéral des années 2000

Après les quatorze années de gouvernement socialiste (1969/1983), le SPD subit une cure d'opposition de 16 ans. Le contexte politique a changé : l'effritement du vote ouvrier, accéléré par la crise, lui fait perdre des voix, la personnalisation du pouvoir sur fond de médiatisation politique

est préjudiciable aux partis de militants et la concurrence de nouveaux partis à gauche, comme le PDS, avec qui il ne veut pas s'allier amenuise son score. Le parti aussi a changé, il a subi une « déprolétarianisation », les militants ouvriers sont moins nombreux, il est composé majoritairement désormais de classes moyennes.

Tout cela l'oblige à une nouvelle mutation idéologique. Dans la foulée du New Labour de Tony Blair en Grande-Bretagne, Gerhard Schröder, le nouveau leader du SPD à la fin des années 1990, tente d'ouvrir une troisième voie entre néo-libéralisme économique et social-démocratie classique en recherchant l'efficacité économique et en limitant l'État-providence pour s'adapter à la globalisation des marchés. Le SPD remporte les élections de 1998. G. Schröder devient chancelier. C'est surtout lors de son second mandat en 2003 - 2004 qu'il met en œuvre ce programme social-libéral avec la réforme Hartz de flexibilité du marché du travail et de baisse de la couverture chômage qui remet en cause le modèle social allemand. Le SPD avait été l'artisan majeur du progrès social en Allemagne depuis la fin du XIX^e siècle, il semble inverser brutalement ce processus séculaire par ce virage libéral.

Pendant de peu les élections de 2005, il laisse le SPD rejoindre une nouvelle grande coalition avec la CDU d'Angela Merkel jusqu'en 2009. Cette nouvelle expérience de collaboration gauche/droite qui confirme l'orientation libérale du parti, le conduit à un échec électoral retentissant en 2009 puisqu'il tombe à 23 % des voix, son pire score depuis 1945. La greffe social-libérale n'a pas pris. Le SPD se retrouve dans la situation de 1920 lorsque l'USPD lui avait ravi la moitié de son électorat.

La recomposition de la gauche

La réunification de 1990 avait fait rentrer le parti communiste de l'ex-RDA, le SED, dans le jeu politique allemand. Rebaptisé PDS, le Parti du socialisme démocratique, l'ancien SED obtient 5 % des voix en moyenne dans toute l'Allemagne lors des élections de 1990 et des suivantes mais plus de 10 % dans l'ex-RDA où il bénéficie de la part d'une partie de la population du sentiment « d'Ostalgie », c'est-à-dire la nostalgie du modèle social égalitaire de la RDA.

En 2005, il devient le Linkspartei, Parti de Gauche. En 2007, il fusionne avec le WASG, Wahlalternative Arbeit und Sozial Gerechtigkeit, « l'Alternative électorale travail et justice sociale », nouveau groupe créé en 2005 par des militants du SPD et des syndicalistes hostiles au virage social-libéral de G. Schröder. Le nouvel ensemble, appelé Die Linke, La Gauche, co-présidé par Oskar Lafontaine, ex-leader du SPD entre 1995 et 1999, se positionne nettement à gauche, sur le même créneau que le Front de gauche en France, c'est-à-dire la gauche anticapitaliste et altermondialiste. Son audience ne cesse de croître sur fond de crise financière mondiale : aux élections de 2009, il obtient 12 % des voix, expliquant en partie l'effondrement du SPD. Des électeurs socialistes, déçus par l'orientation social-libérale de leur parti ont voté pour Die Linke.

L'autre parti de gauche nouvellement apparu dans le paysage politique allemand, Die Grünen, Les Verts, vient indirectement de la famille socialiste via l'APO comme nous l'avons vu. Il a joué un rôle important dans la recomposition de la gauche allemande depuis 30 ans. Ce mouvement écologiste alternatif, fondé en 1980, a introduit la préoccupation environnementale dans le discours politique allemand. Il entre au Bundestag en 1980 mais il ne s'ancre vraiment dans le paysage politique allemand que dans les années 1990 et s'impose comme le troisième parti d'Allemagne. Il a souvent été associé au pouvoir avec le SPD à l'échelle locale comme au niveau national.

L'évolution syndicale

Sans connaître des mutations aussi profondes que la gauche politique, le syndicalisme allemand a continué d'évoluer durant les années de crise. Le SPD au pouvoir entre 1969 et 1983 satisfait les syndicats en relançant le processus de cogestion en panne depuis le milieu des années cinquante que la crise économique et les 16 ans de gouvernement CDU freinent à nouveau. En 1990, le DGB étend son champ d'action à l'ex-RDA dans le cadre de la réunification allemande. Mais les années 1980/1990 sont surtout marquées par la lutte contre le chômage qui prend la forme de campagnes de mobilisation et de manifestations lancées par la DGB en 1992 (« Opposition ») ou en 1996 (« Pour l'emploi et la justice sociale »). Par ailleurs le virage social-libéral du SPD désoriente certains syndicalistes qui rejoignent Die Linke sans remettre en cause la proximité traditionnelle de la majorité du syndicat avec le SPD. La solidité de l'organisation syndicale reste forte, le DGB continue de défendre un programme cohérent : cogestion, conventions collectives, sécurité sociale et formation. Il demeure encore puissant avec ses 7 millions de membres soit 80 % des salariés syndiqués en Allemagne. Mais l'érosion des effectifs se poursuit depuis le pic de 1990. Le taux de syndicalisation allemand occupe un rang moyen en Europe avec 30 % de salariés syndiqués contre 8 % en France mais 75 % en Suède. Le modèle allemand fondé sur une sécurité sociale forte et sur la cogestion est remis en cause par la mondialisation qui oblige partout à réduire les coûts. L'Allemagne paraît résister mieux que d'autres pays européens à la mondialisation, mais ses bons résultats économiques, notamment en matière d'excédent commercial, sont obtenus au prix d'une révision drastique des acquis sociaux : stagnation des salaires, précarisation de l'emploi, réduction de la couverture sociale. Tout cela finit par peser sur les effectifs des syndicats qui étaient traditionnellement les gardiens du bien-être social allemand mais qui n'ont pu empêcher ces évolutions.

Conclusion

Le bilan de plus d'un siècle d'histoire du socialisme et du syndicalisme en Allemagne laisse apparaître quelques grandes tendances. L'orientation progressivement réformiste et social-démocrate (au sens moderne du mot) des deux forces principales, SPD et DGB-syndicats « libres » n'a pas cessé de s'affirmer. Ce recentrage provoque en retour, au moins dans la sphère politique, l'émergence de nouvelles organisa-

tions à gauche ou à l'extrême gauche : les Spartakistes en 1916, le KPD en 1918, l'opposition non-parlementaire de 1967 - 1968, les Verts dans les années 1980 - 1990 et Die Linke aujourd'hui. À mesure qu'il se recentre, il libère des espaces sur sa gauche.

Ces évolutions ne sont pas propres à l'Allemagne. La spécificité allemande est peut-être dans la précocité des phénomènes et la capacité des deux courants dominants, le politique et le syndical, à séparer le discours et les actes, discours longtemps marxisant, action plus pragmatique. Et finalement à évoluer par étapes.

La crise du SPD et, dans une certaine mesure, le lent étiolement du mouvement syndical classique paraissent montrer aujourd'hui les limites de ce processus d'adaptation à leur environnement. À moins que les dernières élections n'annoncent un bouleversement plus profond du paysage politique allemand dont l'effondrement historique du SPD serait le signe avant-coureur. Le SPD perdant son leadership à gauche au profit de formations plus à gauche que lui ou alternatives. Il faudra d'autres rendez-vous électoraux pour vérifier si cette évolution est durable ou non.



2

Médias et opinion publique dans les grandes crises politiques en France depuis l’Affaire Dreyfus

Introduction

Les médias ?

Le terme « médias » désigne l’ensemble des dispositifs et des supports mettant en relation des individus dispersés et leur apportant des informations. Dans l’absolu : journaux, radio, télévision, Internet mais aussi livres, cinéma, DVD etc., en réalité la plupart des auteurs ne retiennent que les quatre premiers c’est-à-dire les supports à large audience – médias de masse - fournissant de l’actualité. Le terme renvoie aussi aux entreprises et à tous les acteurs en général qui participent à la production et à la diffusion de contenus médiatiques (journalistes, groupes de presse, sociétés audio-visuelles etc.). La presse est le seul média de masse à la fin du XIX^e. Les actualités cinématographiques s’y ajoutent au début du XX^e, puis la radio à partir des années vingt, la télévision dans les années cinquante-soixante et Internet à la fin du XX^e siècle.

Les médias comme objets d’histoire se retrouvent donc au confluent de plusieurs domaines historiques : l’histoire des mentalités et des savoirs (alphabétisation comprise), l’histoire des techniques (de production et de diffusion des supports d’information), l’histoire des entreprises et du système capitaliste, l’histoire du processus de démocratisation et de formation de l’opinion publique. L’histoire des médias est donc indissociable du contexte socio-historique global.

L’opinion publique ?

L’opinion publique est la somme des jugements, valeurs, convictions, préjugés, croyances d’une population. Elle est par nature diverse même si une opinion majoritaire peut parfois se dégager. Elle est variable voire versatile en fonction des circonstances. Elle peut se former librement ou subir au contraire des pressions, être orientée, déformée.

Confronter les médias à l’opinion publique c’est tenter de comprendre les interactions entre les uns et l’autre : en quoi les médias influent sur l’opinion publique, en quoi l’opinion publique façonne les médias ? L’opinion publique est-elle une pure construction médiatique ou émerge-t-elle spontanément d’une source infinie d’informations ?

Les crises politiques ?

L'insertion du sujet dans le contexte des « grandes crises politiques en France » nous invite à ajouter à l'analyse la composante politique c'est-à-dire les pouvoirs publics qui créent le cadre législatif et juridique dans lequel fonctionnent les médias. Ce cadre détermine le niveau de liberté d'expression ou au contraire de censure, d'indépendance ou au contraire de propagande auquel sont soumis les médias. Le pouvoir est le premier garant mais aussi le premier perturbateur du système des médias. La loi très libérale de 1881 pose les bases de la liberté de la presse en France. Elle est à plusieurs reprises suspendue ou malmenée au cours du XX^e siècle.

Ce sont plus largement les interactions entre ces trois pôles : médias, opinion, pouvoir, qu'il faudra analyser.

Les crises politiques peuvent offrir cependant un point de vue déformant sur le sujet : les crises amplifient et accélèrent l'évolution des médias qui sont autant les acteurs que les témoins des crises.

Quelles périodes de notre histoire contemporaine peuvent être considérées comme des crises ? Outre l'affaire Dreyfus qui délimite le sujet et qui s'étale sur près de douze ans de 1894 à 1906, il faudra retenir les périodes de guerre : la Première Guerre mondiale, la Seconde Guerre mondiale, la Guerre froide, la Guerre d'Algérie, mais aussi la crise des années trente et la période gaullienne jusqu'à mai 1968 sans négliger les évolutions actuelles influencées par les nouveaux médias.

Ce sont donc les interactions entre ces trois pôles, médias, opinion, pouvoir, qu'il faudra analyser. En distinguant deux grands types de crises : les « crises démocratiques » c'est-à-dire en contexte démocratique et les guerres, périodes d'exception et de suspension des libertés. Les premières peuvent être assimilées à des « crises de croissance » de la démocratie qui se construit en permanence, les deuxièmes sont des moments de régression ou de « panne » démocratique.

Le plan suivra un ordre chronologique en privilégiant trois moments : l'affaire Dreyfus, les guerres (incluant un court entre-deux-guerres) et la période gaullienne.

Problématique



Il s'agit donc de comprendre comment les médias, l'opinion publique et le pouvoir interagissent en période de crises ?

Plan : traitement de la problématique	Notions clés	Compétences
<p>A. L'affaire Dreyfus et la presse (1894 – 1906)</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Une affaire créée par la presse ? 2. Le champ de bataille médiatique 3. Le débat sur la presse 	<p>Campagne de presse Dreyfusard Antidreyfusard Opinion publique Responsabilité de la presse</p>	<p>Analyse d'une caricature de presse Analyses de texte</p>
<p>B. Les médias, l'opinion publique et la guerre</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les médias et la Première Guerre mondiale 2. Les médias de l'entre-deux-guerres 3. Les médias et la Seconde Guerre mondiale 4. Les médias et la Guerre froide 5. Les médias et la Guerre d'Algérie 	<p>Censure Propagande Contre-propagande Dissidence Guerre des ondes</p>	<p>Étude d'une illustration de presse Présentation et compréhension de texte Analyse comparée de deux discours</p>
<p>C. Les médias à l'épreuve du gaullisme</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La pratique gaullienne des médias 2. Mai 68 : une crise médiatique et médiatisée 3. L'après de Gaulle et l'après Mai 68 <p>Conclusion Les médias et l'opinion publique à l'heure d'internet</p>	<p>Télévision, « Voix de la France » « chienlit » Marketing politique sondages</p>	<p>Analyse comparée de deux caricatures</p>

A

L'affaire Dreyfus et la presse

B

Les médias, l'opinion publique et la guerre

Les médias font l'objet d'une attention particulière de la part des États en temps de paix. Cette attention est démultipliée en temps de guerre. L'élaboration de l'information, la diffusion des nouvelles, le moral des populations, deviennent des questions sensibles qui justifient aux yeux des pouvoirs publics le contrôle de l'opinion. La presse n'est plus seule concernée. De nouveaux médias vont voir le jour au cours du XX^e siècle : le cinéma et les actualités cinématographiques dès le début du siècle, la radio à partir des années vingt et la télévision dans les années cinquante et surtout soixante.

La France a connu au XX^e siècle plusieurs conflits qui présentent dans ce domaine des similitudes : le recours à la censure et l'usage de la propagande qui n'empêchent ni l'une ni l'autre l'expression d'opinions dissidentes. Mais aussi des différences : la Première et la Deuxième Guerres mondiales sont des guerres totales à la différence de la Guerre d'Algérie ou de la Guerre froide, plus localisée ou plus lointaine. Au cours du second conflit mondial l'occupation du territoire national ajoute une contrainte supplémentaire. Toutes ces guerres ont, à des degrés divers, des retombées médiatiques en France.

Une petite partie sur l'entre-deux-guerres a été incorporée à ce chapitre parce que les médias de cette période peuvent avoir des accents de guerre civile tant les polémiques et le ton de certains journaux sont violents.

1. Les médias et la Première Guerre mondiale

La Première Guerre mondiale offre un exemple du contrôle de l'opinion par une démocratie en temps de guerre. La Troisième République, tout en conservant un fonctionnement démocratique ponctué de crises ministérielles et de débats parlementaires, a largement recouru à la censure et à la propagande, sans étouffer complètement néanmoins, la liberté d'expression ni les mouvements d'opinion.

La censure

La France est officiellement en guerre le 3 août 1914. Mais dès le 2 août, l'activation de la loi sur l'état de siège suspend la liberté de la presse. Le 5 août, un organe de censure est créé. Il s'agit tout autant d'empêcher la

publication d'informations sensibles que d'interdire toute nouvelle pouvant agir négativement sur le moral de la population. Un bureau de presse national et des bureaux départementaux qui emploient jusqu'à 5000 fonctionnaires exercent une censure préalable c'est-à-dire avant parution. Les articles censurés sont laissés en blanc, faute de temps pour refaire la mise en page du journal après le passage d'Anastasia – surnom donné à la censure, représentée sous les traits d'une femme armée d'une grosse paire de ciseaux. Photos et film subissent le même sort. Un service de photographie et de cinématographie des armées crée en 1915 a l'exclusivité des images venant du front. Les médias acceptent ces contraintes au nom du devoir patriotique. La sphère de l'information se réduit d'ailleurs mécaniquement sous l'effet de la mobilisation des journalistes, de la pénurie de papier, de la raréfaction de la publicité et de l'encadrement des nouvelles.

La propagande

Avant même la création d'un bureau de propagande en 1916, des campagnes de presse officielles sont lancées pour orienter l'information. Il s'agit soit de désinformation c'est-à-dire une déformation de la réalité destinée à exagérer les succès ou minorer les revers français et au contraire à discréditer l'adversaire. Soit de propagande c'est-à-dire de textes ou d'images visant à convaincre et à mobiliser la population. Les supports les plus divers sont utilisés : journaux, affiches, actualités cinématographiques, manuels scolaires, bandes dessinées etc. Les thèmes sont récurrents : le patriotisme, la Revanche, l'Union sacrée, l'anti-germanisme mais aussi le combat pour la civilisation contre la barbarie, la guerre du droit, la « der des ders » (la dernière guerre qu'il faut gagner pour qu'il n'y ait plus de guerre). Les images filmées montrent une vision aseptisée ou adoucie de la guerre, la moins violente et la moins meurtrière possible pour ne pas démoraliser « l'arrière ». Les scènes de combat sont souvent des scènes filmées lors de manœuvres loin du front. La presse populaire illustrée est aussi un relais efficace cette propagande de guerre, comme cette une du Petit Journal du 20 septembre 1914 dénonçant violemment la barbarie des Allemands caricaturés sous les traits d'un monstre devant des alliés unis.



Document 13 *Une du Petit Journal illustré du 20 septembre 1914*

© Akg-images.

Questions



- 1 De quel type de document s'agit-il ? Est-ce un document officiel ?
- 2 Comment reconnaît-on les Allemands ? Comment sont-ils représentés ? Comment sont représentés les Alliés de l'Entente ?
- 3 Quel est le message de cette illustration ?

Réponses



- 1 Le document est la une du supplément hebdomadaire d'un quotidien populaire français à grand tirage, *Le Petit Journal*. Il date du 20 septembre 1914 c'est-à-dire en pleine retraite allemande après la bataille de la Marne, alors que les fronts ne sont pas encore stabilisés. Ce n'est donc pas un document officiel.
- 2 Les Allemands sont reconnaissables au casque à pointe. Ils sont représentés sous la forme d'un monstre, un dragon terrible crachant des flammes. Cette allégorie (représentation d'une chose par une autre chose) est destinée à les diaboliser, à traduire leur caractère sanguinaire et destructeur. Les alliés sont représentés sous les traits de cinq soldats, de droite à gauche, français, anglais, russe, belge et serbe, repoussant courageusement le monstre de leurs fusils à baïonnette.
- 3 Le message est clair : les Allemands incarnent la sauvagerie, la bestialité, les Alliés l'humanité, le courage. La guerre est donc le combat de la civilisation contre la barbarie, du bien contre le mal. Cette une du *Petit Journal* relaie donc ici l'un des thèmes de la propagande officielle : cette guerre est « la guerre du Droit ».

Une certaine liberté d'expression

La presse n'est pas complètement muselée. Les journaux qui respectent les contraintes de la censure - discrétion militaire et refus du défaitisme ou du pacifisme - continuent de paraître. Ils peuvent même critiquer les gouvernements : c'est d'ailleurs à la suite d'une campagne de presse critiquant ses prédécesseurs pour leur inertie que Clemenceau accède au pouvoir en 1917. Par ailleurs, l'état-major tolère les « canards de tranchées », ces journaux rédigés par les soldats qui ne supportent pas le « bourrage de crâne » de la propagande. Ils peuvent assez librement y décrire leurs conditions de vie et afficher leur mépris pour « l'arrière », ce monde des « embusqués » et des « bobards » : les « embusqués » sont ceux qui échappent au service militaire grâce à leurs relations, les bobards sont les mensonges des médias. On en recense plus de 400 qui tirent tous ensemble à 100000 exemplaires par jour. Leur nom comme leur contenu sont souvent humoristiques : *Le Canard du boyau*, *Le Bochofrage* (mangeur de boches), *Le Poilu déchaîné*, *Bombes et pétards*. De vrais journaux reprennent cet esprit frondeur comme *Le Canard enchaîné*, fondé en 1916 et dont le titre était déjà celui d'un de ces journaux de tranchées.

Cela montre que l'opinion n'est pas dupe du contexte de censure et de propagande. Elle en accepte globalement les contraintes. Mais les mouvements sociaux et les grèves et même les mutineries de 1917 montrent aussi les limites de cette adhésion.

La guerre a interrompu plus de trente ans de liberté de presse, depuis la loi de 1881. Cette interruption est levée dès la fin de la Guerre. L'après-guerre renoue avec les pratiques mais aussi les travers de la presse d'avant-guerre.

2. Les médias de l'entre-deux-guerres

L'entre-deux-guerres n'est pas la guerre mais, dans les années Trente, certains journaux entretiennent par la violence de leur ton et de leur contenu un climat de « guerre civile » sur fond de radicalisation politique. La radio, nouveau média, est parfois l'objet d'un usage partisan de la part du pouvoir.

La violence d'une certaine presse dans les années Trente

La presse écrite connaît un changement majeur dans l'entre-deux-guerres, la sortie, par des maisons d'édition le plus souvent, d'hebdomadaires alliant littérature et politique comme *Gringoire* ou *Je suis partout* à droite et *Marianne* ou *Vendredi* à gauche. Dans le contexte difficile de la crise économique des années Trente et de la montée des extrêmes politiques, certains de ces journaux, principalement à droite et à l'extrême-droite, adoptent un ton polémique et une violence verbale qui enflamment le climat politique. Ces journaux, en particulier *Gringoire*, *Je suis partout* mais aussi *L'Action Française*, affichent leur antiparlementarisme et leur antisémitisme, leur mépris pour la République et la gauche. Ils se nourrissent des scandales et multiplient les attaques ad hominem c'est-à-dire personnelles contre des ministres ou des parlementaires, ces attaques redoublent au moment de l'arrivée du Front Populaire au pouvoir en juin 1936.

La campagne de presse menée par *Gringoire* et *L'Action française* contre Roger Salengro, ministre de l'intérieur du gouvernement Blum est particulièrement cruelle. Le ministre, qui avait été fait prisonnier par les Allemands pendant la Guerre, est accusé par cette presse d'avoir déserté. En réalité ces journaux veulent lui faire payer la dissolution des ligues d'extrême-droite qu'il a prononcée en tant que ministre de l'intérieur. La campagne d'insultes et de calomnies culmine à l'automne 1936. Salengro qui vient d'obtenir un vote très large en sa faveur de la Chambre des Députés qui l'innocente des accusations dont on l'accuse est ridiculisé dans *Gringoire* sous le nom de Propengros. Fragilisé et meurtri, Salengro se suicide chez lui le 17 novembre 1936, victime d'un véritable « lynchage médiatique ». Léon Blum tentera vainement de faire modifier par le parlement la loi sur la presse de 1881 pour rendre moins facile la diffamation : le Sénat refusera de voter le texte.

Document 9 *Discours de Léon Blum aux obsèques de Roger Salengro (Lille 22 novembre 1936)*

« Il n’y a pas d’antidote contre le poison de la calomnie.

Une fois versé, il continue d’agir quoi qu’on fasse dans le cerveau des indifférents, des hommes de la rue comme dans le cœur de la victime. Il pervertit l’opinion, car depuis que s’est propagée, chez nous, la presse de scandale, vous sentez se développer dans l’opinion un goût du scandale. Tous les traits infamants sont soigneusement recueillis et avidement colportés. On juge superflu de vérifier, de contrôler, en dépit de l’absurdité parfois criante. On écoute et on répète sans se rendre compte que la curiosité et le bavardage touchent de bien près à la médisance, que la médisance touche de bien près à la calomnie et que celui qui publie ainsi la calomnie devient un complice involontaire du calomniateur... Il faut donc tarir les sources de la calomnie...»

Questions



- 1 Présenter le document.
- 2 À quelle presse fait allusion Léon Blum en parlant de la « presse de scandale » ?
- 3 À quelle mesure projetée par Léon Blum fait allusion la dernière phrase ?

Réponses



- 1 Présenter un document c’est rappeler sa nature, son auteur, son contexte et son idée principale. Le document est donc un discours prononcé par Léon Blum le 22 novembre 1936. Léon Blum est alors président du conseil (on dirait premier ministre aujourd’hui), à la tête d’un gouvernement de Front populaire, victorieux aux élections précédentes. Il parle devant une foule considérable venue assister aux obsèques de Roger Salengro, ministre de l’intérieur du gouvernement Blum, qui s’est suicidé le 18 novembre à la suite d’une campagne de presse menée contre lui. Roger Salengro était aussi maire de Lille, c’est dans cette ville qu’il est mort et enterré, c’est pourquoi le discours est prononcé à cet endroit. Léon Blum, bouleversé par l’émotion, dénonce les calomniateurs de son ami et collègue. Plus largement, l’événement se produit dans un contexte de tensions politiques fortes entre la gauche au pouvoir et la droite associée parfois à l’extrême-droite qui livrent une opposition très dure à la majorité de Front populaire.
- 2 Léon Blum fait allusion aux hebdomadaires d’extrême-droite, comme *Gringoire* et *Je suis partout* ou au quotidien royaliste *L’Action Française* qui ont dirigé la charge contre Roger Salengro en faisant croire qu’il avait déserté en 1915. Ce n’est pas à proprement parlé

une presse à scandales mais ces journaux utilisent néanmoins à des fins politiques le mensonge, la rumeur, la provocation, c'est-à-dire tous les ressorts de ce genre de presse, pour mener leur campagne contre la gauche.

- ③ La dernière phrase fait allusion au projet de Léon Blum de faire modifier la loi de 1881 sur la presse par le parlement pour dissuader certains journaux de diffamer. Cette loi, votée à la Chambre des Députés, sera finalement refusée par le Sénat.

L'usage politique de la radio

Une autre nouveauté des années Trente est l'usage politique par les gouvernements d'un jeune média, la radio. La radio commence à se diffuser dans les foyers français dans les années Vingt. En 1939, la France compte près de 6 millions de postes. Les chaînes de radio se partagent équitablement entre le public (Radio d'État comme Radio Paris ou Radio-PTT) et le privé (comme Radio Cité). L'utilisation de la radio dans le débat politique progresse nettement dans les années Trente. Le président du conseil (premier ministre) André Tardieu est le premier à faire sa campagne électorale à la radio en 1932. En 1934, le Président de la République, Gaston Doumergue inaugure les premières interventions régulières d'un homme politique : il est aussitôt accusé de rechercher le pouvoir personnel et d'en appeler directement aux Français par-dessus le parlement, ce qui ne se fait pas dans un régime parlementaire. En 1936, le gouvernement Blum, considérant que la presse écrite lui est majoritairement hostile, utilise la radio publique pour expliquer sa politique aux Français : Léon Blum intervient régulièrement sur les ondes tandis que Pierre Brossolette, journaliste membre du parti socialiste, lit ses éditos sur Radio-PTT.

3. Les médias et la Seconde Guerre mondiale

La Seconde Guerre accentue les tendances déjà observées durant la Première Guerre en matière de médias. Les médias sont sous le contrôle de l'occupant ou du régime de Vichy qui exercent censure et propagande. Ce contrôle est-il efficace ? On peut en douter si l'on mesure l'évolution de l'opinion entre 1940 et 1944 et surtout le développement de la presse clandestine. L'une des originalités du conflit est moins là que dans la guerre des ondes qui opposent les Allemands et Vichy d'une part à la France libre d'autre part.

Notons que durant la drôle de guerre entre septembre 1939 et juin 1940, les gouvernements français de la Troisième République pratiquent comme en 14-18 la censure et la propagande sous l'autorité du commissaire à l'information, l'écrivain Jean Giraudoux.

Les médias sous contrôle

Le territoire français est divisé en deux zones principales par le traité d'armistice du 22 juin 1940 : une zone Nord sous occupation et administration militaire allemande, une zone Sud dite « libre » où s'installe le régime de Vichy et son chef le Maréchal Pétain. Entre les deux, la ligne de démarcation. Cette situation dure jusqu'en novembre 1942. À cette date les Allemands envahissent la zone Sud.

En zone Nord les médias sont contrôlés par les Allemands, en zone Sud par le régime de Vichy jusqu'à l'invasion de cette zone. En 1943, des « superviseurs » allemands y surveillent désormais la censure vichyste !

Dès juin 1940, beaucoup de journaux cessent de paraître, ceux qui continuent acceptent implicitement de collaborer avec les Allemands ou avec Vichy. En octobre 1940, la « loi portant statut des juifs » exclut les juifs des médias et « aryanise » c'est-à-dire confisque les entreprises juives – journaux ou radios - pour les confier à des non-juifs. La censure est dans les deux zones extrêmement sévère, la propagande est envahissante. Elle s'intensifie à mesure que s'amplifie la collaboration entre la France et l'Allemagne : les collaborationnistes, c'est-à-dire les extrémistes de la collaboration, s'emparent de la presse et de la radio. Les médias se font les porte-parole de l'occupant ou ils relaient la politique de Révolution nationale du régime de Vichy sur les thèmes du travail, de la famille et de la patrie. Le maréchalisme c'est-à-dire le culte du maréchal Pétain est partout. L'antisémitisme et l'anglophobie s'affichent ouvertement.

Une propagande efficace ?

L'hostilité à l'occupant est massive dès le début de la guerre. En revanche le détachement des Français vis-à-vis du régime de Vichy est plus progressif. L'opinion publique bascule en 1942 – 1943 de l'adhésion vers l'attentisme c'est-à-dire une attente de plus en plus indifférente. Le maréchalisme est plus ou moins préservé mais la collaboration, incarnée par Pierre Laval, chef du gouvernement du régime de Vichy, est massivement condamnée. La propagande est de plus en plus inefficace d'autant plus qu'elle est outrancière. Les séances d'actualités cinématographiques sont parfois huées, les Allemands doivent les projeter dans des salles semi-éclairées pour dissuader les manifestations d'opposition. Les journaux politiques se vendent mal. Les Français se reportent sur la presse de loisir et de détente, notamment la presse féminine ou illustrée dont les ventes explosent. Le seul domaine où la propagande allemande et vichyste prend est peut-être celui des bombardements alliés en 1943 -1944 qui troublent l'opinion parce qu'ils font beaucoup de victimes et causent des destructions.

La presse clandestine

La propagande s'émousse aussi à cause de la concurrence croissante de la presse issue de la Résistance. Les premières « feuilles » clandestines apparaissent dès 1940. Le premier journal résistant régulier, *Pantagrue*, comporte 16 numéros entre octobre 1940 et octobre 1941. Avec la formation des premiers mouvements structurés de Résistance, la presse clandestine augmente sa diffusion. On dénombre 1200 journaux de ce type entre 1940 et 1944. Les plus importants sont liés aux grands mouvements : *Libération*, *Défense de la France*, *Franc-Tireur*, *Combat* qui tire à 40000 exemplaires en 1942, à 250000 en 1944, ou *L'Humanité* clandestine qui produira 300 numéros entre 1941 et 1944. À partir de 1942, un Bureau d'information et de propagande créé à l'initiative de la France libre en territoire français publie un bulletin d'informations générales transmis à la presse résistante. En face de la propagande allemande et pétainiste, il y a désormais une contre-propagande libre.

La « guerre des ondes »

La principale originalité de la Seconde Guerre mondiale dans le domaine médiatique est le combat radiophonique à distance entre la France Libre du général de Gaulle depuis Londres d'une part et les autorités allemandes et vichystes depuis Paris ou Vichy d'autre part. Ce combat commence dès juin 1940 par les discours radiodiffusés du maréchal Pétain et du général de Gaulle les 17, 18 et 20 juin. Dans son allocution très courte du 17 juin, Pétain annonce qu'il s'apprête à demander l'armistice : « c'est le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat ». De Gaulle lui répond le 18 juin. Dans son célèbre « appel » prononcé à la BBC et donc beaucoup moins écouté que l'intervention de Pétain, il dit au contraire qu'il faut continuer le combat car la guerre n'est pas finie, elle sera mondiale et déterminée par la puissance industrielle des États-Unis ! (l'appel du 18 juin résume par anticipation la guerre à venir !). Dans son discours plus long du 20 juin, Pétain explicite le choix de l'armistice en avançant des arguments exactement inverses : la guerre est terminée, la France est seule, il faut accepter la défaite. Le discours de Pétain du 20 juin est le négatif de l'appel du 18 juin. Ces deux textes illustrent deux visions radicalement opposées de la défaite et de la guerre. Pour de Gaulle, « la France a perdu une bataille mais n'a pas perdu la guerre » (la formule n'est pas dans l'appel mais dans une affiche postérieure de la France Libre), pour Pétain la défaite est définitive. L'homme du 18 juin explique la défaite par des causes essentiellement militaires, le combat doit donc se poursuivre sur ce terrain avec la France Libre et la Résistance intérieure. Pour Pétain, la France a perdu pour des raisons politiques : il justifie ainsi par avance un changement de régime et de politique. Trois semaines plus tard, il fondera l'État français (ou régime de Vichy) et lancera la Révolution nationale.

Document 10 Étude comparée des extraits de l'appel du 18 juin et du discours de Pétain du 20 juin 1940

L'appel du 18 juin du General de Gaulle

- ▶ La défaite est avant tout militaire : « ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui ont surpris nos chefs ».
- ▶ La France a encore des alliés et la guerre deviendra mondiale : « la France n'est pas seule », « elle peut faire bloc avec l'Empire britannique, elle peut compter sur l'immense industrie des Etats-Unis », « Cette guerre est une guerre mondiale ».
- ▶ Il faut continuer le combat, refuser l'armistice et amorcer la Résistance: « la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre ».



© dpa/akg-images.



Le discours du Marechal Pétain du 20 juin

- ▶ La défaite est militaire mais surtout politique et morale : « l'esprit de jouissance l'a emporté sur l'esprit de sacrifice », « on a voulu épargner l'effort ». Pétain vise la III^e République et le Front populaire, responsables selon lui de la défaite.
- ▶ La France est seule : « trop peu d'alliés ».
- ▶ Il faut arrêter les combats et admettre l'échec : « j'ai demandé à nos adversaires de mettre fin aux hostilités », « la France ne conteste pas ses échecs ».

© Roger-Viollet.

Ce duel radiophonique se poursuit durant toute la guerre. Radio-Londres qui émet sur la BBC diffuse vers la France une émission régulière intitulée *Les Français parlent aux Français* : une demi-heure comprenant 10 minutes de nouvelles, 5 minutes d'informations officielles de la France libre annoncées par Maurice Schumann et 15 minutes de commentaires politiques, sketches, chansons où s'illustrent Pierre Dac et Jean Oberlé l'auteur du célèbre slogan : « Radio-Paris ment, Radio-Paris ment, Radio-

Paris est allemand ». Car en face, il y a Radio-Paris et Radio-Vichy, radios officielles de l'État français supervisées par les Allemands, qui déversent leur propagande contre le « Général Micro » (de Gaulle). Radio-Londres est de plus en écoutée comme le montrent la campagne des « V » - inscrire le « V » de la victoire sur les murs – et les appels à manifester les 1^{er} mai ou les 11 novembre en France, appels très suivis au point que les Allemands intensifient leurs opérations de brouillage des récepteurs et confisquent les postes de radios.

La Seconde Guerre mondiale montre par là une fois de plus les limites de la propagande ou de la censure et la capacité de l'opinion à évoluer et à préserver une certaine autonomie. Elle montre aussi le rôle joué par ce nouveau média de masse qu'est devenue la radio.

4. Les médias et la Guerre froide

Dans un contexte différent, la Guerre froide en France génère aussi de la censure et de la propagande et divise l'opinion. Conflit idéologique entre deux modèles opposés, communiste et capitaliste, elle s'est jouée aussi sur le terrain culturel donc médiatique. La presse, la radio mais aussi la télévision à partir des années cinquante et soixante subissent les effets de cet affrontement multiforme. En France en particulier car, avec l'Italie, c'est le seul pays occidental, membre de l'OTAN, disposant d'un parti communiste puissant, représentant un quart de l'électorat sous la IV^e République. La propagande est intense de la part des deux camps durant les périodes de tensions – principalement pendant les années cinquante - elle se relâche un peu dans les phases de détente. Elle oppose les médias communistes aux autres.

Les médias communistes

Le parti communiste français, allié de l'URSS, dispose en France d'une puissante presse militante, héritée en partie de la Résistance. Ces journaux se différencient en fonction des publics pour atteindre le plus grand nombre : presse féminine, pour la jeunesse comme *Vaillant* devenu *Pif gadget* en 1969, syndicale ou professionnelle comme *La terre* destinée aux paysans, intellectuelle comme *Clarté* à destination des étudiants ou *Les Lettres françaises*, sportive comme *Miroir du Cyclisme*, quotidienne comme *L'Humanité* et *La Marseillaise* ou hebdomadaire comme *L'Humanité dimanche*. Le nombre et la variété des titres montrent qu'il s'agit bien de développer une contre-culture populaire ou « prolétarienne » face à la culture « bourgeoise » capitaliste, avec le soutien du Grand Frère soviétique. Le PCF est en effet lié à l'URSS par le Kominform, le bureau de propagande communiste créé par Moscou en 1947. Car ces médias relaient aussi efficacement les mots d'ordre de la propagande soviétique, en particulier ceux du *Mouvement pour la paix* qui lance en mars 1950 *l'Appel de Stockholm* (à l'initiative du PC suédois) contre l'armement atomique ou de la campagne *Ridgway la peste* en 1952 contre l'intervention améri-

caine en Corée. Par son implantation dans les milieux intellectuels, le PC français exerce une influence considérable dans le monde universitaire et artistique où il peut compter sur des relais d'opinion aussi prestigieux que J. P Sartre ou Pablo Picasso. Il y a incontestablement une « opinion communiste » en France durant la Guerre froide au moins jusqu'aux années soixante car au-delà elle s'effrite à mesure que le parti décline.

La contre-propagande occidentale

Pour contrer cette influence communiste dans les médias, les gouvernements français agissent avec les mêmes armes. René Pleven, président du conseil en 1950, crée un Bureau spécialisé dans la « protection psychologique » chargé de centraliser les informations relatives aux campagnes de presse et d'affiches menées par le parti communiste français. Les États-Unis interviennent également en France sous des formes diverses dans le même sens par des soutiens financiers aux médias « amis », par des campagnes anticommunistes notamment celle du *Mouvement Paix et Liberté*, réplique à l'Appel de Stockholm, qui utilise abondamment l'affichage et la radio - les *Causerie au coin du feu* de Jean-Paul David son principal animateur, sur la radio nationale – pour diffuser ses messages. Des radios américaines émettant des États-Unis comme *La Voix de l'Amérique* ou de RFA comme *Radio Free Europe* peuvent aussi être captées en territoire français même si elles sont d'abord destinées au public des pays de l'Est. La guerre des ondes a aussi concerné la Guerre froide. Dans ce contexte, les médias « neutres » sont rares. En France, le quotidien *Le Monde* ou les hebdomadaires *France Observateur* et *L'Express* tentent d'incarner une « vérité de l'information », loin du journalisme de parti, qui leur vaut un succès croissant, démontrant une fois de plus la relativité de l'information orientée et les progrès continus dans la formation d'une opinion publique indépendante.

5. Les médias et la Guerre d'Algérie

La France a connu après 1945 deux grandes guerres coloniales : la Guerre d'Indochine (1946 – 1954) et la Guerre d'Algérie (1954 – 1962). Si la première, précoce et lointaine, n'a guère fait débat, la deuxième plus proche et plus tardive, a été largement débattue dans les médias. Aux critiques croissantes de la presse, les gouvernements de la IV^e et de la V^e République ont répliqué par les moyens classiques d'un État en guerre : censure et propagande, nouvel exemple après 14 -18 d'atteinte à la liberté d'expression par une démocratie. Notons que la Guerre d'Algérie dure plus longtemps sous la V^e République (47 mois de juin 1958 à avril 1962) que sous la IV^e (43 mois de novembre 1954 à mai 1958) et que ces pratiques concernent donc les deux Républiques.

Des médias de plus en plus critiques

La Guerre d'Algérie qui commence en 1954 fait l'objet de critiques croissantes dans la presse moins à cause de son objectif – garder l'Algérie française – qu'à cause des moyens mis par la France pour y parvenir, en

particulier la torture. Ces critiques émanent des journaux communistes et de la presse d'information comme *Le Monde*, *France Observateur* ou *l'Express*, soucieuse comme on l'a vu d'objectivité, mais aussi de radios privées ou « périphériques » émettant à partir de l'étranger, comme *RTL* (diffusée du territoire luxembourgeois) ou *Europe 1* (émettant de la Sarre en Allemagne), et donc pour cela indépendantes du pouvoir.

L'usage très large de la torture en Algérie découle de la Loi sur les pouvoirs spéciaux aux militaires votée par le parlement français en mars 1956 qui transmet des pouvoirs de police à l'armée et lui permet d'arrêter et d'interroger des « suspects ». En réalité la torture est pratiquée bien avant et les premiers articles critiques remontent au début de la guerre mais ils se multiplient après 1956. Ils sont accompagnés de témoignages comme celui de Maurice Alleg, militant communiste, « porteur de valise » pour la FLN – c'est-à-dire transporteurs de fonds et de faux papiers pour les nationalistes algériens combattant l'armée française. Arrêté et torturé par des militaires français en 1957, il témoigne dans un livre intitulé *La Question*, interdit par le pouvoir mais publié en Suisse en 1958 et abondamment évoqué par certains journaux français. Ces médias précurseurs c'est-à-dire anticipant les mouvements de la majorité de la population, ont incontestablement joué un rôle dans l'évolution de l'opinion sur le conflit algérien même s'il faut attendre les années 1959 – 1960 pour que celle-ci commence à basculer vers la reconnaissance de l'indépendance.

Document 11 Article de François Mauriac dans *l'Express* (3 avril 1958)

François Mauriac s'interroge dans *l'Express* sur la saisie par la justice française du livre d'Henri Alleg.

Henri Alleg, membre du Parti communiste, est entré en clandestinité lorsque son journal, *Alger républicain*, est interdit par les autorités françaises parce qu'il défend l'indépendance de l'Algérie. Il est arrêté en pleine Bataille d'Alger par les parachutistes du général Massu pour son soutien au FLN, le Front de libération national de l'Algérie. Il est torturé puis emprisonné. En prison il rédige un témoignage sur la torture, intitulé « *La Question* » qu'il transmet secrètement à ses avocats pour être édité. L'ouvrage est publié en France aux Editions de Minuit à la fin du mois de mars 1958 puis interdit et saisi presque aussitôt par la justice française. L'ouvrage peut néanmoins paraître en Suisse d'où il est facile de l'introduire en France. François Mauriac, grand écrivain français, prix Nobel de littérature en 1952, s'insurge dans l'hebdomadaire *l'Express* dont il est l'un des éditorialistes, de cette saisie.

« Une fois le principe admis qu'il faut poursuivre non les auteurs d'un crime, mais ceux qui le dénoncent, il eût été plus sage de ne pas attendre que des milliers d'exemplaires fussent vendus et lus dans le monde entier. La France était tout de même un pays où la parole écrite demeurerait libre. La publication et la vente à ciel ouvert du livre d'Alleg témoignaient en notre faveur, malgré tant d'abus et d'attentats.

Sa saisie nous frustre de cette dernière fierté. Elle enlève au gouvernement le bénéfice de son libéralisme relatif, sans l'ombre d'un avantage puisque la diffusion du livre, à travers le monde, est d'ores et déjà accomplie. Tirer le pire d'une situation donnée, c'est la règle d'or du régime, sur tous les plans, dans tous les ordres. »

La réplique du pouvoir

Les pouvoirs publics ont bien compris cette influence des médias. Très vite, ils usent des moyens de la propagande et de la censure. La propagande peut être discrète, elle commence par l'emploi d'un vocabulaire officiel. Il n'y a pas officiellement de « guerre » en Algérie mais une « pacification » ou du « maintien de l'ordre ». La guerre d'Algérie restera « une guerre sans nom ». Les actualités cinématographiques sont entièrement dépendantes de l'Établissement cinématographique et photographique des armées qui sélectionne soigneusement les images. Guy Mollet, président du conseil en 1956 – 1957, donne une dizaine d'entretiens télévisés à la télévision, contrôlée par l'État depuis 1945, intitulés *Face à la vérité* pour justifier sa politique. La censure prend des formes diverses : surveillance des envoyés spéciaux en Algérie, accompagnement systématique par des militaires sur le terrain, saisie de matériels et perquisition de journaux, poursuite et emprisonnement de journalistes pour « atteinte au moral de l'armée ». L'arrivée au pouvoir du général de Gaulle aggrave la situation avec 69 saisies de journaux par an en moyenne entre juin 1958 et 1962 contre 39 entre 1954 et mai 1958. Entre juillet et septembre 1958, le Canard Enchaîné est saisi 7 fois, L'Express 5 fois. Ces pratiques n'empêchent pas, comme on l'a vu, l'opinion d'évoluer. Il s'agit tout juste de manœuvres de retardement.

Des médias ont donc un rôle de vigie et d'alerte durant la Guerre d'Algérie, c'est-à-dire de surveillance du gouvernement et d'éveil de l'opinion malgré les contraintes imposées par la censure et la propagande gouvernementale. Ils ont été ce quatrième pouvoir d'autant plus nécessaire à la vie démocratique que les autres parfois sont défaillants.

C

Les médias à l'épreuve du gaullisme

La période gaullienne (1958 – 1969) n'est pas à proprement parlé une « crise » mais outre qu'elle s'ouvre par une crise majeure, le « coup d'État de velours » qui porte le général de Gaulle au pouvoir en mai 1958, elle a dû subir pendant quatre ans les effets du conflit algérien. On a vu quel a été l'attitude du pouvoir gaullien dans ce domaine. Plus largement elle a été pour les médias un moment critique compte tenu de la pratique gaullienne des médias et de la crise « médiatique » de Mai 68.

1. La pratique gaullienne des médias

Le gaullisme politique se caractérise par la personnalisation du pouvoir, la volonté de rassemblement populaire et le recherche de la grandeur et de l'indépendance nationales. On comprend donc l'intérêt du général de Gaulle pour les médias, instrument au service du pouvoir, fédérateur de la nation et « voix de la France » à l'extérieur. À commencer par les

médias contrôlés par l'État comme la télévision et la radio publique. Tous les deux sont réunis au sein de la RTF, radio-télévision française puis de l'ORTF, office de radio-télévision française après 1964. En revanche la presse écrite et les radios privées sont plus diverses et moins dociles.

La télévision (et la radio publique), « voix de la France »

Pour de Gaulle, les médias du monopole (contrôlés par l'État) sont un service public national c'est-à-dire une administration comme les autres au service du public et du pouvoir. Ils doivent exprimer une position officielle, un consensus en vue du rassemblement national. Cette conception justifie les pressions de toutes sortes sur la télé et la radio : injonctions écrites aux responsables, coups de fils de ministres, nominations d'hommes « sûrs » et évictions des « indépendants ». Elle entraîne aussi une présence fréquente du Président de la République sur les ondes sous formes d'allocutions radio-télédiffusées, lors des vœux de nouvel an, lors d'événements importants ou d'annonces politiques majeures – référendum, dissolution de l'Assemblée nationale. Le général de Gaulle est ainsi intervenu plus de trente fois à la radio et à la télévision entre 1958 et 1962. Dans certains cas, le verbe gaullien a été décisif. Par exemple lors de la tentative de putsch des généraux en Algérie d'avril 1961 : de Gaulle, en uniforme, condamne le « quarteron de généraux en retraite », il s'adresse directement aux Français en leur disant « Aidez-moi ! ». Indirectement il vise les appelés du contingent qui écoutent la radio pour qu'ils ne suivent pas leurs chefs et il les convainc puisqu'ils résistent à leurs supérieurs et ne suivent pas la tentative de coup d'État : c'est la « victoire des transistors ». L'échec du putsch vaudra cette réaction du journaliste et universitaire Robert Escarpit dans *Le Monde* du 30/4-2/5 1961.

Document 11 Article de R. Escarpit dans *Le Monde* des 30 avril – 2 mai 1961 sur de Gaulle et le putsch (en réalité il s'agit d'un billet d'humeur c'est-à-dire un article court, généralement quotidien, d'un ton volontiers humoristique ou ironique, exprimant une émotion ou une indignation sur un fait d'actualité. L'auteur est alors appelé billettiste).

« Quand l'esprit vient à Bidasse.

Les historiens démèleront sans doute un jour les fils nombreux des trames qui se firent et se défirent au cours du complot d'Alger mais d'ores et déjà tout le monde s'accorde à dire que l'audition par les jeunes soldats du message présidentiel fut déterminante.

Tout message suppose une émission, une transmission et une réception. A l'émission nous avons un spécialiste qui a fait ses preuves certain jour de juin 40. A la transmission il y avait cette merveille de la technique qu'est le poste de transistor.

A-t-on songé qu'à la réception il y avait quelque chose de nouveau ? L'erreur des insurgés fut de croire qu'en 1961 l'opinion de l'armée, c'est encore exclusivement l'opinion de ses officiers. Ils ont cru avoir affaire au Bidasse naïf qui grogne mais marche, alors qu'ils avaient affaire à son petit-fils, celui qui est allé à l'école. L'enseignement a prouvé en Algérie sa vertu d'arme secrète. La prochaine fois, s'ils veulent réussir, il faudra que les aventuriers ferment les écoles...Au moins vingt ans à l'avance. »

Cette dramatisation et cette mise en scène solennelle des interventions font partie d'une stratégie de communication. Elles visent à légitimer le discours, à renforcer la stature de chef et de sauveur du général. L'usage gaullien de la télévision est d'autant plus efficace que le nombre de postes explose : 9 % des ménages en sont équipés en 1959, 62 % en 1968. La télévision entre dans son « âge d'or ». Elle est devenue un média de masse. Le pouvoir en use et parfois en abuse.

En revanche, l'opposition est quasi absente des médias du monopole, le partage démocratique de l'antenne est ignoré sauf durant les campagnes électorales, à partir de l'élection présidentielle de 1965 où le temps d'antenne est réparti entre les candidats. Les Français apprécient d'ailleurs ce premier rendez-vous électoral et découvrent des hommes politiques nouveaux. Certains, comme Jean Lecanuet, candidat centriste utilisent déjà les moyens du marketing politique : Lecanuet voudrait passer pour le Kennedy français ! Sous de Gaulle, radio et télévision d'État livrent un message convenu. Les opposants doivent se contenter des radios privées émettant de l'étranger (*RTL, Europe 1* ou *RMC*) bien qu'elles subissent elles aussi des pressions ou encore de la presse écrite pour exprimer des critiques. Que reproche-t-elle à de Gaulle ? L'exercice solitaire du pouvoir, une dérive monarchique, son autoritarisme, voire la pratique du « coup d'État permanent » - titre d'un pamphlet écrit par François Mitterrand en 1964 contre le général de Gaulle.

La presse mise à distance

Le contrôle des médias audiovisuels par le pouvoir gaullien est d'autant plus pressant que de Gaulle est persuadé d'avoir la presse écrite contre lui, alors qu'en réalité, la situation est très nuancée dans ce domaine. Cette méfiance vis-à-vis des journaux est visible lors des conférences de presse, grand-messes médiatiques radio-télédiffusées du palais de l'Élysée, occasions supplémentaires pour le général de s'adresser directement au pays par-dessus les corps constitués et le Parlement. Les questions des journaux doivent être soumises la veille à l'Élysée. Le jour de la conférence, le Président laisse d'abord les journalistes poser l'ensemble des questions ce qui lui permet ensuite de répondre à celles qu'il choisit, oubliant volontairement les autres et même inventant des questions qui n'ont pas été posées pour aborder un sujet auquel il tient. Pour de Gaulle, la conférence de presse n'est pas un moment d'information mais un acte politique destiné à faire directement des annonces aux Français et au reste du monde. C'est aussi un moyen de discipliner et d'impressionner les journalistes de la presse écrite transformés en figurants d'une mise en scène gaullienne. On est loin d'un exercice purement démocratique. Six conférences de presse ont été données par de Gaulle entre 1959 et 1962.

Le pouvoir se rend-il compte de cette instrumentalisation des médias au service d'une politique ? Quant aux Français, ils ne semblent pas s'émouvoir de cette situation, au moins jusqu'en mai 1968.

Mai 68 : crise médiatique

Mai 68, amorcé par une révolte étudiante, prolongé par un ample mouvement social et parachevé par une crise politique, est, sur le plan médiatique, un moment de rattrapage brutal et spectaculaire du retard accumulé depuis 10 ans par la liberté d'expression en France. C'est aussi l'occasion de vérifier la limite et la réalité du savoir-faire médiatique gaullien.

L'explosion médiatique

Mai 68 s'est caractérisé, entre autre, par une véritable explosion médiatique comme si la parole publique, longtemps contenue par la pesanteur gaullienne, se libérait d'un coup. Cette libération a pris surtout la forme d'une expression spontanée, par voie d'affiches, de tracts, de petits journaux étudiants, de slogans appliqués sur les murs, de discours improvisés. Ces « médias » de fortune dénoncent pêle-mêle, la société de consommation, la morale bourgeoise, l'autoritarisme gaullien. Ils visent particulièrement la télévision perçue comme le relais du pouvoir. Derrière la « chienlit » (expression de de Gaulle pour désigner Mai 68), il y avait bien des aspirations voire un programme. Ce réveil de l'opinion, tout au moins d'une partie de l'opinion, est aussi le fruit de la politique scolaire et universitaire menée par les régimes et les gouvernements successifs depuis 1945 : la massification de l'enseignement secondaire et, dans une moindre mesure, du supérieur a démultiplié la diffusion du savoir et de l'esprit critique. Sans l'avoir voulu, le pouvoir, en accélérant l'effort de scolarisation, a donné à la jeunesse les moyens d'acquérir une opinion autonome.

Document 12 Deux affiches de Mai 68



© akg-images.



© akg-images.

Questions



- 1 Présenter les deux documents
- 2 Qu'ont-ils en commun ?
- 3 Quelles sont les forces et les limites de ce type de document ?

Réponses



- 1 Ces deux documents sont des affiches de mai 1968. Celle de gauche est identifiable comme émanant du milieu étudiant puisqu'elle est signée du Comité UNEF, l'Union nationale des Étudiants de France, le principal syndicat étudiant français, dirigé à l'époque par l'un des leaders de la contestation, Jacques Sauvageot. Toutes les deux dénoncent la situation des médias en France, en particulier le média télévisuel.
- 2 Elles ont tout d'abord en commun leur forme : graphisme épuré, lignes stylisées, bichromie, slogan percutant et ressort caricatural. Ces deux affiches sont typiques de la production soixante-huitarde. On sait que des élèves des Beaux-Arts ou des étudiants d'arts appliqués ont mis leur talent au service du discours contestataire de la période, comme le montre la mention Écoles d'art figurant sur l'une d'entre elles. Sur le fond, elles sont aussi très proches. Celle de gauche est une caricature de de Gaulle, reconnaissable à son képi de général deux étoiles et à la silhouette de son visage, tenant entre les mains un poste de télévision sur lequel est inscrit en grosses lettres « la voix de son maître ». La formule fait allusion à une célèbre publicité pour une firme d'appareil audio-visuel dont le logo était un chien devant un gramophone avec ce slogan « la voix de son maître, toujours fidèle ». Celle de droite, représente un CRS armé, casqué et en uniforme, devant le micro de l'ORTF, l'Office de radio-télévision français. Le message de la première est clair : la télévision est « entre les mains » du pouvoir, elle est le porte-voix du général de Gaulle. Le message de la seconde est tout aussi évident : le journal télévisé de 20 heures ne fait que relayer le discours répressif du gouvernement. Dans les deux cas, la télé est montrée comme n'étant pas libre mais plutôt inféodée au pouvoir et instrumentalisée par lui.
- 3 La force de ces deux affiches est dans la clarté du message, immédiatement lisible grâce à la simplicité de sa forme graphique. La limite est dans la charge caricaturale qui peut produire l'effet inverse à celui recherché, auprès d'un public hostile voire indécis.

Le vent de liberté a aussi touché les médias classiques. La presse augmente ses tirages grâce aux « éditions spéciales ». Les radios « périphériques » multiplient les reportages en direct, dans la rue pour « coller » aux événements et lorsque le gouvernement interdit les voitures et les motos émettrices, les reporters se replient sur les cabines téléphoniques ou chez les particuliers pour continuer à « faire du direct ». Les médias du monopole sont eux-mêmes saisis par des mouvements de contestation qui ne se voient pas à l'antenne mais qui en coulisse prennent la forme de débat en assemblées générales.

Heurs et malheurs médiatiques du gaullisme en mai 1968

Le général de Gaulle paraît dans un premier temps décontenancé par les événements. Le 24 mai il annonce dans un discours radio-télévisé un ré-

férendum sur l'Université et sur la participation des salariés au bénéfice de l'entreprise. Il pense éteindre l'incendie, il le rallume. Les étudiants qui avaient modéré leur action depuis le lancement de la grève générale le 15 mai, se remobilisent le soir même et montent de nouvelles barricades au quartier latin. Le verbe gaullien semble inopérant. Les Français n'ont pas entendu le contenu du discours, ils ont vu surtout un homme âgé (de Gaulle a 78 ans !) et dépassé par les événements. L'arme télévisuelle, en accusant son âge, s'est retournée contre lui. Constatant son échec, déprimé par l'accueil fait à sa prestation télévisée, il songe à quitter le pouvoir. Le 29, il part secrètement en Allemagne, à Baden-Baden prendre conseil auprès d'un gaulliste fidèle et connu pour son franc-parler, le général Massu.

Le lendemain, visiblement regonflé par Massu, il intervient sur les ondes, mais seulement radiophoniques cette fois pour ne pas paraître vieilli et fatigué sur les écrans. Il annonce qu'il ne « se retirera pas » et qu'il dissout l'Assemblée nationale pour organiser de nouvelles élections législatives les 23 et 30 juin. Cette fois, l'intervention est un succès : ses partisans rassurés manifestent à leur tour pour le soutenir, 300000 personnes défilent sur les Champs-Élysées. C'est le signal du reflux de la contestation. En juin la grève se résorbe, les étudiants partent en vacances et les élections sont un triomphe pour de Gaulle. La crise est terminée. Elle aura offert au général de Gaulle l'occasion d'un ratage médiatique magistral suivi d'un rebond spectaculaire. Rebond temporaire puisque les Français congédient leur Président par référendum l'année suivante.

Mai 68 a révélé la crise des médias, trop longtemps bridés par le régime. Elle a du même coup placé la liberté au cœur des débats, et d'abord la liberté d'expression qui devient désormais un enjeu démocratique, elle a aussi libéré la créativité, ouvert de nouveaux débats. En cela, ce fut une crise de croissance de la démocratie et une étape du renouvellement médiatique. Certes, le pouvoir a profité de sa victoire politique de juin pour reprendre en main l'audio-visuel public – 102 journalistes de l'ORTF sont licenciés en août 1968 – mais les successeurs du général de Gaulle ne pourront plus user désormais du même autoritarisme médiatique.

2. L'après de Gaulle et l'après-Mai 68

L'aspiration au changement ne pourra donc plus être ignorée par les successeurs de de Gaulle. Georges Pompidou (1969 -1974), assez peu. V. Giscard d'Estaing (1974 – 1981) davantage, avec l'éclatement de l'ORTF mais sans remise en cause du monopole d'État sur l'audio-visuel. François Mitterrand (1981 – 1995), beaucoup plus avec la fin du monopole et l'ouverture de la radio et de la télévision au privé.

La France peut entrer alors dans l'ère de la communication c'est-à-dire la construction de l'image par des experts en marketing, mais aussi des enquêtes d'opinions, de l'audimat c'est-à-dire la mesure des audiences et de la segmentation des publics par tranches d'âge ou catégories sociales. La ménagère de moins de cinquante ans règne désormais sur le paysage audio-visuel français. Les publicitaires déterminent les programmes, s'efforçant de capter les « temps de cerveaux disponibles »

des téléspectateurs. Les médias audio-visuels courent après l'opinion, essaient de s'identifier à elle, de la sonder.

Les hommes politiques découvrent le marketing, les conseillers en communications, le media-training, c'est-à-dire l'entraînement aux médias, la rhétorique émotionnelle, les cotes de popularité et les sondages. L'opinion est-elle fabriquée pour autant ? Les médias font-ils l'élection ? Sans doute jouent-ils un rôle dans l'émergence des thèmes de campagne, dans « l'ordre du jour politique » des campagnes électorales par la sélection et la répétition de l'information : « la fracture sociale » en 1995 ou l'insécurité en 2002 par exemple. Peut-être influencent-ils aussi les indécis ? Mais ils ne modifient pas en profondeur les intentions de vote qui se cristallisent autrement.

Ce primat de l'audio-visuel et ces dérives médiatiques font en tout cas une victime, la presse écrite d'information, qui n'en finit plus d'être en crise. Média exigeant, austère, coûteux, elle est la grande perdante du renouvellement médiatique des dernières décennies. Son rôle avait été capital dans la formation d'une opinion publique libre et dans l'avènement de la démocratie, il est désormais un média secondaire. Il est plus que jamais dépendant de la conjoncture et de l'environnement économique.

Ainsi la question de l'indépendance des médias et son corollaire, la formation libre de l'opinion publique, continuent de se poser, mais sous d'autres formes. On craint moins désormais les effets de la censure et de la propagande qui ont tant sévi au XX^e siècle que des manipulations plus discrètes, des mises en condition plus indirectes, des pressions plus obliques. Et l'on commence à apprendre à se méfier d'elles.

On peut aussi se demander si ces médias classiques n'appartiennent pas déjà à une époque révolue. Ne sont-ils pas menacés par une nouvelle médiation, plus globale et plus diverse, Internet ?

Conclusion Les médias et l'opinion à l'heure d'Internet

Internet est-il un média qui transcende les autres médias et renouvelle la diffusion de l'information ? Ou est-ce seulement un support, un outil qui relie les individus, un « tuyau », un robinet d'informations ? Les médialogues – spécialistes des médias - s'opposent sur le sujet.

Si c'est un média, il participe du mille-feuille médiatique généralisé. L'opinion dispose désormais d'une gamme très étendue de médias dont elle use à volonté. Internet est un média global qui donne accès à tous les autres médias sur un support unique, PC ou mobile, aisément manipulable, partout, à tout moment. Dans le meilleur des cas, elle les répartit en fonction de ses besoins, loisir, détente, information, culture. Dans le pire des cas, elle se perd dans un tourbillon médiatique qui crée de la confusion et du désintérêt.

En tant que self-média - média que chacun se construit pour recevoir mais aussi pour diffuser de l'information – il participe également de l'émiettement et de la versatilité – notamment politique - de l'opinion déjà accélérés par l'effacement des partis politiques, des syndicats, des églises, des grandes idéologies ou croyances fédératrices. Individu consommateur, le zappeur se forge lui-même son opinion et en change.

Dans une société de défiance où l'on se méfie des pouvoirs, des autorités, des organisations, chacun peut, grâce à l'inépuisable source d'informations que procure Internet, devenir expert – ou croire qu'il le devient. Internet est le reflet des sociétés de l'information et de la formation, mieux éduquées, plus autonomes, plus exigeantes.

En tant qu'outil interactif, il participe enfin de ce besoin de réseau, de transmission, de sociabilité à distance que suscite et satisfait Internet. Les blogs, les forums, les réseaux sociaux génèrent de nouvelles communautés capables d'exercer un contre-pouvoir, de mobiliser – comme dans les Révolutions de couleurs en Europe orientale, les Révolutions arabes plus récemment ou le mouvement des Indignés – et de créer de l'opinion. Création certes imparfaite qui laisse place à la rumeur, à l'emballlement, à l'erreur mais qui peut donner à l'opinion un pouvoir qu'elle n'a jamais eu et à une échelle inédite qui n'est plus seulement celle de l'État-nation traditionnel mais qui est mondiale.

Par sa plasticité, son immédiateté, son accessibilité, sa variété, son interactivité, Internet modifie les rapports entre médias et opinion. Internet est-il la nouvelle agora – l'espace public de débat - de la démocratie directe numérique ? Il est sans doute encore un tôt pour le dire.

Les crises politiques du XX^e siècle ont révélé toute la complexité des interactions entre médias, opinion publique et pouvoirs. Qui fait l'opinion ? Les crises françaises du XX^e siècle offrent autant d'exemples de la vigueur et de l'indépendance de l'opinion, avec les dreyfusards, les canards de tranchées, la presse de la Résistance, les hebdomadaires des années cinquante etc. - que des dévoiements médiatiques et des contraintes politiques qui ont pu la manipuler ou l'étouffer.

Elles nous montrent ainsi que la démocratie est une construction fragile et permanente qui a besoin des médias autant que les médias ont besoin d'elle.

3

Religion et société aux États-Unis depuis 1890

Vus d'Europe, les États-Unis semblent se distinguer par une ferveur religieuse vivace et quelque peu surprenante. Les rassemblements de fidèles qui proclament leur foi dans des salles bondées, les chaînes de télévision diffusant les prêches enflammés de télévangélistes, le président des États-Unis prêtant serment sur la Bible lors de la cérémonie d'investiture ou la devise « In God we trust » inscrite sur les pièces de monnaie accréditent cette idée d'un **pays où la religion joue une place particulièrement importante.**

À première vue, les États-Unis sont marqués par une empreinte religieuse très forte. Cette empreinte s'accompagne d'une **grande diversité des religions et des pratiques religieuses.** Elle marque à la fois les comportements individuels, les appartenances collectives et la vie publique. Ce pays est marqué par un foisonnement religieux remarquable : on n'y trouve pas d'Église nationale mais une religion majoritaire éclatée en centaines de **dénominations*** et une multitude de religions minoritaires parfois uniques au monde.

L'empreinte religieuse marque les États-Unis depuis leurs origines et l'arrivée des premiers colons débarquant du Mayflower en 1620 sur les côtes du Nouveau Monde. Lire l'histoire des États-Unis dans cette optique, ce n'est donc pas seulement s'intéresser à l'histoire religieuse de ce pays au sens strict.

Définition et remarque

la religion est ici envisagée comme un phénomène social. On peut en donner comme définition « **une pratique individuelle et collective par des rites et des croyances au travers d'une activité sociale régulière mettant en jeu une relation avec une ou plusieurs divinité(s)** ».

- ▶ La diversité religieuse, parfois foisonnante, qui existe aux États-Unis est une clé de lecture particulièrement importante pour l'histoire de ce pays depuis la fin du XIX^e siècle. Elle permet en effet de dégager une religion majoritaire, le protestantisme, apportée par les Colons au XVII^e siècle. **Une partie des mythes fondateurs des États-Unis sont directement issus de cette histoire et marquent encore profondément la conscience et les valeurs collectives.**
- ▶ **Cette diversité religieuse s'est véritablement accentuée au XIX^e siècle avec l'arrivée massive d'immigrants** venus enrichir le paysage religieux des États-Unis. Cette diversité a pu générer des phénomènes d'intolérance mais a contribué à élaborer le modèle du **melting pot*** de la société américaine.
- ▶ **L'appartenance religieuse se combine en effet avec l'appartenance à un groupe ethnique et donc l'appartenance communautaire.** Pour autant, les choses ne sont pas si simples : l'appartenance religieuse est aussi individuelle et autorise un éventail très large de pratiques et d'expériences.

- Enfin, les États-Unis ont défini très tôt un **modèle original de séparation de l'Église et de l'État**. Pour autant, ce modèle a pu être contesté au sein même de la société des États-Unis et les rapports entre religion et vie politique sont loin d'être toujours simples.

Problématique



Quelle place occupe la religion dans la société des États-Unis depuis la fin du XIX^e siècle ? Comment cette place permet-elle d'éclairer de nombreux aspects de la vie sociale de ce pays ?

Plan du chapitre : traitement de la problématique	Notions clés	Compétences
<p>A. <i>In Gods we trust</i> : religions et société aux États-Unis</p> <p>1 La diversité protestante</p> <p>2 La diversité religieuse</p> <p>3 Une religion communautaire</p>	<p>Puritanisme</p> <p>Prédestination</p> <p>Destinée manifeste</p> <p>Dénominations</p> <p>Melting Pot</p>	<p>Commentaire d'un tableau statistique</p> <p>Commentaire de photographie</p> <p>Comprendre le phénomène des « megachurches »</p> <p>Étude d'un discours</p>
<p>B. Religion et culture aux États-Unis</p> <p>1 Une religion individualiste</p> <p>2 La religion du refus</p> <p>3 Religion et <i>American way of life</i></p>	<p>Fondamentalisme</p> <p>Prohibition</p> <p>Créationnisme</p>	<p>Étude d'une chanson : « le procès du singe »</p>
<p>C. Religion et politique aux États-Unis</p> <p>1 Religion et laïcité aux États-Unis</p> <p>2 Religion et vie politique</p> <p>3 Religion et esprit missionnaire</p> <p>Conclusion</p>	<p>Laïcité</p> <p>Constitution</p> <p>Cour Suprême</p>	<p>Comprendre le rôle d'une institution : la Cour Suprême</p> <p>Comparer deux scénarios de films hollywoodiens</p>

A

In Gods we trust : Religions et société aux États-Unis

Activité introductive : Les dénominations* américaines

D'après le sondage *Pew Forum on Religion and Public Life* d'août 2007, le paysage religieux américain se décompose de la sorte :

Dénomination	Déclaration d'appartenance
Protestantisme évangélique	26,3 %
Catholicisme	23,9 %
Protestantisme <i>mainline</i>	18,1 %
Black Churches	6,9 %
Mormons	1,7 %
Juifs	1,7%
Autres (dont cultes New Age et religions amérindiennes)	1,2 %
Témoins de Jéhovah	0,7 %
Bouddhistes	0,7 %
Musulmans	0,6 %
Orthodoxes	0,6 %
Hindous	0,4 %
Autres	0,5 %
Non affiliés (athées, agnostiques, « rien en particulier »)	16,1 %
Ne savent pas	0,8 %

Questions



- 1 Quelle religion est majoritaire aux États-Unis ?
- 2 Quelle est la première dénomination ?
- 3 Que reflète ce sondage sur le paysage religieux des États-Unis ?
- 4 Comment expliquez-vous que la catégorie « non affiliés » est celle qui connaît la plus forte progression ?

Réponses



- 1 La première religion des États-Unis est le Protestantisme. Néanmoins, cette religion est particulièrement éclatée entre le protestantisme *mainline* (mot que l'on pourrait traduire par « traditionnel »), héritier des courants luthériens et calvinistes des origines ; les courants évangéliques ; les Églises noires (*Black Churches*)...
- 2 La première domination est le catholicisme. Au contraire du protestantisme éclaté en différents mouvements, le catholicisme obéit à une hiérarchie stricte et reconnaît l'autorité spirituelle du pape.
- 3 Les États-Unis peuvent être qualifiés de pays le plus divers en matière de religions au monde. Ce paysage religieux reflète la domination de la religion protestante mais aussi l'extrême diversité des cultes pratiqués sur le sol des États-Unis.

- ④ L'importance du phénomène religieux aux États-Unis ne doit pas faire oublier qu'une partie de la population ne se reconnaît dans aucun culte. La progression de cette catégorie peut donner à penser qu'un nombre croissant d'Américains a pris ses distances avec les formes classiques de religion.

1. La diversité protestante

a) Le Protestantisme, religion des origines

Qualifier le Protestantisme de **religion des origines**, c'est remonter à l'arrivée des premiers colons sur les côtes du Nouveau Monde, au début du XVII^e siècle. Souvent persécutés en Europe pour leurs convictions religieuses, ils quittent l'Ancien Monde pour un continent vierge où ils pensent pouvoir édifier le royaume de Dieu. Parmi eux, les plus convaincus de détenir une mission divine sont les **Puritains***. Quittant l'Angleterre dans les années 1620, ils envisagent de **fonder une véritable société puritaine qui servirait d'exemple à la métropole**. Leur installation sur les côtes de la Nouvelle-Angleterre explique la profondeur de l'empreinte religieuse qu'ils y ont laissée.

Leur expérience se comprend grâce au **principe calviniste de la prédestination** selon laquelle Dieu a déjà décidé qui serait sauvé et qui serait damné à la fin des temps – au moment du Jugement Dernier. Le salut ne peut donc être gagné : c'est au croyant de découvrir les signes de l'élection divine, au travers d'une intense pratique religieuse. Les Puritains se fixent donc la mission de témoigner de cette élection au travers de leur mode de vie, particulièrement austère et exigeant. Si au XVII^e siècle, cette exigence renvoyait à la volonté d'établir le royaume de Dieu sur terre, au XIX^e siècle **ces impératifs religieux se sont transformés en impératifs moraux**. La **réussite matérielle** est l'un des signes permettant de reconnaître l'élection divine. Les signes extérieurs de richesse ne sont donc pas répréhensibles mais témoignent d'une récompense accordée par Dieu à une vie de dur labeur. De même, l'échec est condamnable, c'est le signe de cette absence d'élection plutôt que le résultat d'une quelconque injustice sociale. Cet attachement à la réussite s'accompagne donc d'une **valorisation du travail et de l'épargne, ainsi que de valeurs morales très strictes**.

b) Une religion morcelée

Le Protestantisme regroupe 55 % de la population des États-Unis, mais cette appartenance est en fait éclatée en une multitude de groupes ou dénominations.

- ① Les plus importantes sont les Baptistes (45 millions de personnes, le groupe le plus nombreux), les Méthodistes, les Luthériens, les Presbytériens, les Épiscopaliens, les Disciples du Christ et les

Congrégationalistes (ou Unitariens rassemblés dans la United Church of Christ). Ces sept Églises dominantes sont aussi appelées les *mainline Churches* ou *Seven Sisters*.

② D'autre part, le protestantisme américain est marqué par l'**importance du courant évangélique**. Ce courant est héritier du **Grand Réveil*** (*Great Awakening*) des années 1740-1770. C'est un courant fondé par des prédicateurs charismatiques, comme George Whitefield, qui joue sur l'émotion et la volonté de convertir les fidèles égarés (1714-1770). Les évangéliques partagent avec les puritains la croyance que la Bible est source de toute vérité. Mais ils sont persuadés de la possibilité d'obtenir le salut grâce à l'effort d'une activité religieuse intense. Le protestantisme évangélique rassemble aujourd'hui 26,3 % de la population mais est divisé en de nombreux sous-ensembles, Baptistes, Méthodistes...

- ➔ chaque courant protestant peut donc avoir une variante « mainline » et une variante évangélique ; dans les faits, ce courant concerne surtout les Baptistes et les Méthodistes, moins élitistes que les Épiscopaliens.
- ➔ Ces mouvements se sont adaptés au monde moderne, notamment dans leur manière de communiquer leur message.

c) Vers un nouveau protestantisme ?

La seconde moitié du XX^e siècle est marquée par une transformation du protestantisme évangélique dont les dénominations utilisent les outils de la culture de masse.

En 1942, la *National Association of Evangelicals* (l'Association Nationale des Évangéliques) regroupe les différents courants. Pour renouer avec la tradition des Réveils, elle développe les grands rassemblements populaires.

Se développe dans cette mouvance l'activité de prédicateurs qui proposent un message simple, formaté, adapté au développement des médias de masse – et notamment de la télévision. Le plus célèbre de ces prédicateurs est Billy Graham.

Document 13 *Billy Graham, star du protestantisme américain : une biographie*

Né en 1918 en Caroline du Nord, c'est un enfant de la **Bible Belt**. Il s'est édifié à partir des années 1950 un profil de star : il est le seul homme d'Église à avoir son étoile gravée sur le Hollywood Walk of Fame. Il sait très tôt utiliser la radio puis la télévision et organise de grands rassemblements. Il délivre un message très simple voire simpliste, appelant à la repentance et à la conversion. Proche des allées du pouvoir depuis les années 1950, c'est lui que George W. Bush a choisi pour conduire le service solennel à la cathédrale nationale de Washington au lendemain des attaques du 11 septembre 2001.

Billy Graham prêchant en 1963



© Ullstein Bild/Roger-Viollet

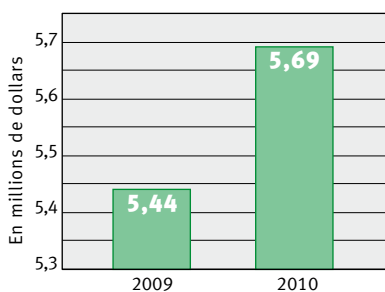
Plus récemment encore se sont développées les « megachurches », comme la *Willow Creek Community Church* (WCC) située dans la banlieue ouest de Chicago (Illinois). Elle compte plus de 21000 fidèles hebdomadaires, et dispose d'un revenu annuel d'environ 50 millions de dollars, ce qui en fait une entreprise très rentable. Ces *megachurches* ne sont pas en effet seulement des lieux de culte : elles proposent également toutes sortes de manifestations, comme des concerts de *christian music* (musique chrétienne) mais aussi d'activités économiques – restaurants, salles de *fitness*, terrains de sport – dotées d'un label chrétien. Ce modèle tend d'ailleurs à s'exporter, on compte aujourd'hui quatre *mega-churches* en France.

Document 13 Quelques données sur les megachurches

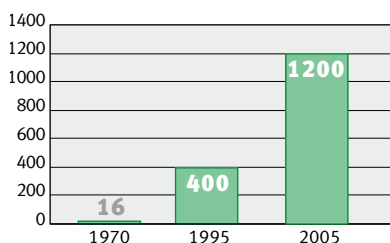
Définition : toute Église protestante dont le nombre de fidèles est supérieur à 2000 membres. Ce terme est aujourd’hui surtout utilisé pour définir une branche particulière de l’évangélisme.

Données chiffrées :

Fréquentation hebdomadaire moyenne	Entre 2000 et 2999 fidèles
% de membres Blancs	85 %
Localisation dans une banlieue résidentielle récente	48 %
Appartenance à la branche évangélique	56 %
% de <i>megachurches</i> dont le nombre de membres a augmenté entre 2009 et 2010	83 %



Évolution du budget annuel moyen des *megachurches*



2. La diversité religieuse

Les trois vagues d’immigration de masse qui amènent 5 millions de personnes entre 1840 et 1861, **30 millions entre 1870 et début des années**

1920 et 20 millions depuis le début des années 1960 ont largement alimenté la diversité religieuse des États-Unis.

a) Le Catholicisme, religion des immigrants

La présence catholique est ancienne aux États-Unis : elle est réelle dès le XVII^e siècle, dans le Maryland, en Pennsylvanie et à New York. Pour autant, **elle ne devient massive qu'au XIX^e siècle**. Les catholiques sont 35000 en 1800, **près de 2 millions et demi en 1860, 18 millions en 1926 et 66 millions en 2006**, ce qui représente 28 % des Américains ayant une religion.

Cette religion représente à elle seule un véritable melting pot*, marqué par une importante diversité ethnique. Aux Irlandais et Allemands qui dominent au milieu du XIX^e siècle s'ajoutent progressivement les Italiens, Polonais, Slaves et Canadiens français de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle. Plus récemment, les Hispaniques originaires du Mexique et d'Amérique centrale, les immigrants des Caraïbes (Porto Rico, Cuba, Haïti, République Dominicaine) et ceux venus d'Asie (Philippines, Vietnam, Laos) ont contribué à alimenter et à renouveler ce groupe religieux.

Le catholicisme se définit comme **religion minoritaire**, ne disposant d'aucun soutien officiel. L'hostilité contre les Catholiques a pu se manifester de manière violente dans la première moitié du XIX^e siècle, visant par là-même les récents immigrés irlandais accusés d'être inassimilables. Aussi, la hiérarchie catholique a cherché à concilier le fait d'être bon catholique et bon citoyen Américain. En mai 1852, le premier concile plénier de l'Église américaine exhorte les catholiques américains à « montrer leur attachement aux institutions de [leur] pays bien-aimé » et à obéir « aux autorités publiques, non pas seulement par obligation mais en conscience ». Il s'agit donc de se défendre des accusations de *foreignism** en dissociant autorité politique (les autorités américaines) et autorité spirituelle (le pape). Ce mouvement appelé américanisme* est condamné par le pape Léon XIII dans l'Encyclique *Testem Benevolentiae* de 1899. Acceptant cette décision, l'épiscopat met fin à une tentative originale de libéralisation et de dialogue.

L'arrivée de millions d'Hispaniques, depuis la loi de 1965 libéralisant l'immigration, donne son visage actuel au catholicisme. Ils représentent aujourd'hui plus d'un tiers des catholiques américains, mais 55 % à New York, 72 % à Los Angeles, 78 % à San Antonio, 80 % à Santa Fe. Mais leur appartenance au catholicisme est loin d'être incontestée. 5 millions d'Hispaniques ont quitté l'Église catholique entre 1980 et 1990 et 25 % sont aujourd'hui protestants.

Document 13 *Dimanche de Pâques à la cathédrale St Patrick de New York, mars 1930*



© Rue des Archives /BCA/CSU.

Questions



- 1 Présentez le document. Où la photographie a-t-elle été prise ? À quelle occasion ? Expliquez la signification de cette fête religieuse pour les chrétiens ?
- 2 De quel pays Saint Patrick est-il le saint protecteur ? Comment expliquez-vous qu'il soit le saint patron de la cathédrale de New York ?
- 3 Quelle image du catholicisme dans les États-Unis des années 1930 cette photographie donne-t-elle ? Quelles en sont les limites.

Réponses



- 1 Ce document est une photographie prise à l'extérieur de la cathédrale St Patrick de New York. La photographie représente donc le parvis de la cathédrale, c'est-à-dire l'espace extérieur, montrant la foule des fidèles qui n'a pu entrer pour célébrer la messe de Pâques. Le Dimanche de Pâques est la principale fête du calendrier chrétien. C'est le jour où les fidèles célèbrent la Résurrection de Jésus après sa mort.
- 2 Saint Patrick est le saint patron de l'Irlande. Le fait que la cathédrale de New York lui soit dédiée témoigne donc de l'influence irlandaise dans le catholicisme américain, depuis l'arrivée massive des immigrants irlandais dans la première moitié du XIX^e siècle.
- 3 La photographie témoigne de la ferveur populaire à l'occasion de cette grande fête. Par contre, elle ne permet pas de connaître le groupe d'origine des croyants réunis et donc ne permet pas de mesu-

rer l'éventuelle mixité de ces croyants. Il est probable que ces croyants soient majoritairement formés d'Irlandais, d'autres célébrations de Pâques ayant lieu dans des Églises « nationales ».

b) Le Judaïsme aux États-Unis

Pour le Judaïsme, l'adaptation à un statut de religion minoritaire pose moins de problèmes qu'au catholicisme puisque cette situation était déjà la sienne en Europe. Le problème d'adaptation posé au Judaïsme est plutôt celui de **l'arrivée dans une société moderne, urbaine, aux valeurs individualistes**.

Au XIX^e siècle, les Juifs sont originaires d'Allemagne pour la plupart et représentent un judaïsme moderne, libéral. Mais **au tournant du siècle, les millions de Juifs d'Europe centrale et orientale qui arrivent en Amérique** sont des ruraux, issus de communautés peu en contact avec les sociétés environnantes et porteurs d'une **culture yiddish traditionnelle** très vivace. Pour ces nouveaux arrivants, la rencontre avec la société américaine produit un **véritable choc culturel**. Beaucoup se détournent des pratiques traditionnelles. En 1910, dans le quartier juif du *Lower East Side* de New York, 50 % des magasins et étals sont ouverts le samedi, jour du Sabbat et 90 % des habitants ont cessé de suivre à la lettre les rites religieux. Dans les années 1920 à New York, 30 % seulement des Juifs fréquentent une synagogue et le même pourcentage d'enfants reçoit une éducation religieuse.

Document 14 *Juifs de New York, Lower East Side, 1907*



© AFP/The art archive

La période d'après-guerre transforme profondément le judaïsme américain. Tout d'abord, les Juifs hassidiques arrivés par centaines de milliers recréent des communautés autosuffisantes, comme celle de Williamsburg à Brooklyn, qui n'ont pratiquement pas de contact avec la société américaine et reconstituent un mode de vie traditionnel qui semblait en voie de disparition. Dans le même temps, le départ massif des Juifs vers les banlieues résidentielles se traduit par une forte hausse des adhésions aux synagogues – 60 % de membres en 1960. La fréquentation de la synagogue est alors le moyen de maintenir une identité juive quand on habite des quartiers mixtes, avec des voisins protestants ou catholiques. Pourtant, le Judaïsme américain est aujourd'hui confronté à un taux élevé de mariages mixtes, entre un conjoint juif et un conjoint non-juif : 52 % en 1990.

Aujourd'hui les Juifs sont près de 6 millions de personnes, et résident principalement dans les grandes villes du Nord-Est, de l'Ouest, des Grands Lacs et de Floride. New York reste la plus grande ville juive du monde.

c) Des religions du monde entier : l'exemple de l'Islam

La dernière vague d'immigration de masse a encore diversifié le paysage religieux des États-Unis. Ces millions de personnes issues du monde entier font de ce paysage **une véritable mosaïque**. En dehors de l'Amérique latine et des Caraïbes (avec des immigrants principalement catholiques), les principaux groupes viennent d'Asie du Sud, d'Asie du Sud-Est, du Proche Orient, d'Afrique du Nord, des Balkans et des anciennes républiques soviétiques.

L'arrivée de nombreux immigrants originaires du Proche-Orient et des Balkans fait de **l'Islam la troisième religion du pays**. Il y a **aujourd'hui 4 millions de musulmans vivant aux États-Unis**, et, parmi eux, 1 million d'Afro-Américains. Ils sont surtout présents en Californie, à New York et dans le centre du pays (État de l'Illinois).

Ces musulmans ont dû et doivent faire face à une certaine hostilité, notamment liée à l'assimilation faite entre Islam et terrorisme. Cette image défavorable a été renforcée lors de l'attentat commis contre le World Trade Center en 1993 et, bien sûr, lors des attaques du 11 septembre 2001. De toutes les religions présentes sur le sol américain, l'Islam est celle qui recueille le plus d'opinions défavorables de la part des Américains (36 % d'opinions défavorables). À la suite de ces attaques, actes de racisme, arrestations et détentions arbitraires se sont multipliés à l'encontre des musulmans. Le président Barack Obama s'est au contraire efforcé de revenir à une situation de tolérance et à une vision plus positive de l'Islam.

3. Une religion communautaire

a) Religion et communauté d'appartenance

Appartenance religieuse et appartenance communautaire semblent souvent superposables. Pour autant, l'exemple du catholicisme nous montre que cette superposition n'exclut pas des tensions internes. En effet, en 1880, l'Église catholique est principalement une Église irlandaise. Cette Église a été confrontée à l'arrivée massive d'immigrants catholiques entre 1880 et 1920 : Italiens, Polonais, Canadiens français, Ukrainiens, Slovènes, Lithuaniens... Cette arrivée a été confrontée au réveil de l'hostilité protestante. Mais elle suscite aussi une certaine hostilité de la part des Irlandais, désormais bien installés dans la classe moyenne. Ces paysans européens découvrent à la fois la vie en ville, le travail à l'usine et l'Église irlandaise. Ils sont imprégnés de ferveur, de superstitions. La solution trouvée est alors la création de paroisses nationales pour les groupes ethniques qui le souhaitent.

Le **renouveau ethnique au sein de la hiérarchie des Églises a été très tardif**. Il faut attendre 1970 pour que soit intronisé le premier évêque d'origine mexicaine ; 1988 pour qu'un évêque noir soit intronisé au sein de l'Église épiscopale.

b) Une géographie religieuse ?

Même si l'appartenance confessionnelle est dorénavant plus « choisie » qu'« héritée », la définition ethnique reste essentielle et explique la distribution géographique des fidèles. Les catholiques d'ascendance irlandaise, italienne, polonaise, portoricaine et cubaine sont surreprésentés dans les métropoles urbaines, comme leurs coreligionnaires d'origine mexicaine dans le Sud-Ouest mais relativement peu nombreux dans le Sud et des Dakotas au Pacifique.

Les Catholiques recrutent peu parmi les Noirs, eux aussi très urbanisés et fidèles à leurs confessions traditionnelles, baptistes et méthodistes surtout.

Malgré l'évolution récente de la « *Sun Belt* », le protestantisme dans le Sud apparaît comme une véritable religion ethnique. Si on ne considère que la population blanche, l'ancienne Confédération comptait en 1950 80 % d'évangéliques (baptistes et méthodistes). **Le Sud demeure la « Bible Belt », ceinture de la Bible, marquée par une forte empreinte évangélique.**

c) Religion et communauté noire

La communauté noire présente des traits particuliers en matière religieuse. La christianisation des esclaves venus d'Afrique a été principalement prise en charge au XVIII^e siècle par le baptisme et le méthodisme, plus égalitaires et démocratiques que l'Église anglicane. Se développent

rapidement des Églises africaines-américaines indépendantes, dans le Sud et dans le Nord. Dans le Sud, cette organisation permet de dénoncer l'esclavage avec l'identification des Noirs au peuple d'Israël et au récit de l'Exode. Les chants du gospel sont aussi porteurs d'appels à la révolte dissimulés par la symbolique religieuse.

Après la guerre de Sécession, les établissements d'enseignement ouverts par les Églises noires jouent un rôle essentiel dans l'accès à l'éducation des Noirs, alors que les universités sont inaccessibles et trop coûteuses.

Ce rôle crucial des Églises protestantes dans la structuration des revendications politiques de la communauté noire apparaît clairement au moment du mouvement de la lutte pour les droits civiques, dans les années 1950 et 1960. **Martin Luther King** et la plupart de ses lieutenants sont des pasteurs, habitués à manier la parole en public.

Document 15 *Martin Luther King prêchant, vers 1960*



© Akg-images.

Etudier un extrait du discours prononcé par Martin Luther King le 28 août 1963 au Lincoln Memorial à Washington DC. On peut consulter le texte intégral de ce discours et l'écouter en V.O. sur le site americanrhetoric.com. En cherchant dans Top 100 speeches, puis dans The Top 100 speeches, vous cliquez sur le premier discours de la liste : Martin Luther King Jr : I Have a Dream. On peut aussi écouter le ton et le phrasé si particulier de ce discours, l'un des plus célèbres de l'histoire américaine au XX^e siècle.



(...) Et même si nous faisons face aux difficultés d'aujourd'hui et de demain, j'ai pourtant un rêve. C'est un rêve profondément enraciné dans le rêve américain.

Je rêve qu'un jour cette nation se dressera et fera vivre la vraie signification de son credo : « Nous tenons ces vérités pour évidentes, que tous les hommes ont été créés égaux ».

Je rêve qu'un jour, sur les collines rougeoyantes de Géorgie, les fils des anciens esclaves et les fils des anciens propriétaires d'esclaves pourront s'asseoir ensemble à la table de la fraternité.

Je rêve qu'un jour, même l'État du Mississippi, un État qui étouffe dans la fournaise de l'injustice, qui étouffe dans la fournaise de l'oppression, sera transformé en une oasis de liberté et de justice.

Je rêve que mes quatre jeunes enfants vivront un jour dans une nation où ils ne seront pas jugés à la couleur de leur peau mais à la valeur de leur caractère.

J'ai un rêve aujourd'hui !

Questions



- 1 Présentez le document en précisant son contexte historique
- 2 Relevez les termes qui montrent que Martin Luther King est un pasteur et utilise une rhétorique religieuse.
- 3 Quelle est la portée de ce document ?

Réponses



- 1 Ce discours est le plus célèbre de Martin Luther King. Prononcé le 28 août 1963, il est le point d'orgue de l'immense marche pacifique réunissant plus de 250000 personnes à Washington. Cette marche avait pour but de réclamer la reconnaissance des droits civiques de la Communauté Noire et de rendre la ségrégation illégale.
- 2 Le discours que prononce Martin Luther King a parfois l'allure d'un prêche : « son credo », « étouffe dans la fournaise ». Le texte est scandé par le « I have a dream », repris par le « I have a dream today ».
- 3 Ce texte comporte également des allusions aux principes démocratiques de la nation américaine : « tous les hommes ont été créés égaux » est une affirmation de la Déclaration d'Indépendance des États-Unis. Le texte a bien une portée civique et démocratique, même s'il est baigné d'une rhétorique religieuse.

La radicalisation des revendications de la communauté Noire a pu conduire à l'adoption de l'Islam, envisagé comme retour aux racines africaines. On peut ainsi comprendre le parcours de **Malcolm X**, ancien pasteur converti à l'Islam et devenu leader des **Black Muslims** dans les années 1950.

1. Une religion individualiste

La religion américaine est marquée par une tendance à l'individualisme ancienne. Cela peut-être expliqué par la rupture avec le modèle européen du **cujus regio ejus religio***. En Europe, le modèle longtemps dominant a été celui de l'identification territoire/religion. Les États-Unis ont été confrontés au contraire à une diversité religieuse importante. Le choix de la religion n'est donc pas déterminé par un ancrage territorial mais par un choix individuel.

Cet individualisme est symbolisé dans une forme extrême par le mouvement des Quakers.

Les Quakers

La société des Amis fut fondée en 1668 par George Fox qui voulait réveiller et rénover le protestantisme anglo-saxon. Il parcourut l'Angleterre, refusant clergé, sacrements, liturgie, prônant la fraternité, l'égalité, prêchant contre la guerre. Les quakers furent particulièrement nombreux en Amérique (environ 120000 aux États-Unis et au Canada en 1990) à la suite de William Penn qui fonda la Pennsylvanie (capitale : Philadelphie) en 1682, lui donnant une Constitution qui servira de modèle à celle des États-Unis. Tolérants, antiesclavagistes, pacifistes (ils refusent le service militaire), ils sont souvent été en butte à l'hostilité des autorités. En 1947, les Quakers ont reçu le Prix Nobel de la Paix en reconnaissance de leur travail humanitaire international.

Cet individualisme s'accorde bien à la société américaine fondée sur la mobilité géographique, le rêve d'ascension sociale et la valorisation de la réussite individuelle.

2. La religion du refus

Après la Première Guerre mondiale, les religions ont pu s'apparenter à un front du refus : refus de la vie moderne, de l'émancipation des femmes, des valeurs matérielles. Cette crispation apparaît clairement à deux occasions.

a) La Prohibition de l'alcool : la morale par la loi

L'interdiction de la vente et de la fabrication de toute boisson alcoolisée de plus d'un degré a été instaurée par le XVIII^e amendement de janvier

1919, complété par la loi Volstead et appliqué à partir du 1^{er} janvier 1920. Cette interdiction est le **résultat d'une longue lutte menée depuis les années 1870 par des églises protestantes évangéliques et des ligues de tempérance**. Un évangéliste de Virginie peut célébrer l'avènement de la prohibition en ces termes : « Les taudis ne seront plus qu'un souvenir. Nos prisons seront transformées en usines et nos cellules en entrepôts... Désormais les hommes marcheront droit, les femmes souriront et les enfants riront. L'Enfer sera pour toujours à louer ».

Au départ, les partisans de la prohibition se recrutent surtout parmi les baptistes et les méthodistes des petites villes du Sud et du Middle West. Ces derniers cherchent à retrouver des **valeurs morales traditionnelles**, qu'ils opposent aux vices urbains et au bouleversement social créé par l'immigration de masse depuis la fin du XIX^e siècle. Cette interdiction s'inscrit dans la lutte contre la nature fondamentalement mauvaise de l'être humain, qu'il convient de ramener dans le droit chemin par la contrainte si nécessaire.

Cette campagne d'origine religieuse a rencontré l'appui de groupes favorables à l'interdiction de l'alcool pour des raisons scientifiques. C'est en effet à cette période que des études scientifiques commencent à montrer le caractère nocif pour la santé d'une consommation excessive d'alcool. La prohibition est donc le résultat de l'alliance temporaire entre deux groupes très différents mais rapprochés par un objectif commun.

Les groupes plus réticents à l'égard d'une interdiction pure et simple – catholiques, juifs ou épiscopaliens – ne parviennent pas à faire valoir leurs arguments.

La loi est finalement abrogée en 1933, la consommation d'alcool étant devenue clandestine et ayant permis la montée en puissance du crime organisé.

b) Le « procès du singe » en 1925

Si, dans le cas de la prohibition de l'alcool, moralistes évangéliques et scientifiques progressistes avaient pu faire cause commune, le « Monkey Trial » qui se tient à Dayton en 1925 marque au contraire **le refus que les groupes protestants fondamentalistes manifestent face à certaines avancées scientifiques**. Ils cherchent en effet à faire interdire l'enseignement de la théorie de l'évolution, issue des travaux du **naturaliste anglais Charles Darwin** au milieu du XIX^e siècle, dans les écoles publiques. En effet, ces travaux contredisent une lecture littérale du récit de la Genèse de la création du monde en sept jours par un Dieu tout puissant.

Contrairement à l'interdiction de l'alcool, les fondamentalistes ne peuvent espérer cette fois l'adoption d'une loi nationale. Mais des mesures locales sont possibles, et l'enseignement de la théorie de l'évolution dans les écoles publiques est effectivement interdit dans cinq États,

Oklahoma, Floride, Tennessee, Mississippi et Arkansas. Aux États-Unis, l'éducation est prise en charge par les administrations locales élues. Les parents d'élèves peuvent donc exercer une pression directe quant au contenu de l'enseignement dispensé à leurs enfants et au recrutement des enseignants.

Cette interdiction soulève de nombreuses protestations, à la fois d'esprits scientifiques et de chrétiens refusant l'interprétation à la lettre du texte de la Bible. C'est pourquoi une organisation libérale, *American Civil Liberties Union*, décide de contester la loi du Tennessee, par l'intermédiaire d'un jeune professeur de biologie de la ville de Dayton, John T. Scopes. À l'été 1925, il est accusé par ses propres amis d'avoir enfreint la loi en enseignant la théorie de l'évolution.

Le **procès Scopes** devient le **premier « procès-spectacle » de l'histoire américaine**, relayé par les médias et suscitant l'intérêt de l'opinion publique. Plus de 3000 personnes envahissent Dayton – 1700 habitants – des dizaines de journalistes suivent le procès, relayé dans tout le pays en direct par la radio. L'avocat de Scopes, Clarence Darrow s'oppose au procureur William J. Bryan qui fait du procès une croisade antidarwinienne. Finalement, Scopes est jugé coupable et condamné à 100 dollars d'amende mais le jugement est cassé en appel, ce qui empêche la défense de saisir la Cour suprême : l'enseignement de l'évolution reste interdit dans le Tennessee jusqu'en 1967. Néanmoins, le procès a permis de **déconsidérer le fondamentalisme aux yeux de l'opinion publique et des classes moyennes protestantes, en le faisant apparaître comme obscurantiste.**

Activité Analyser le texte d'une chanson

Document 15 The John T. Scopes Trial

En 1925, le procès du Singe devient un thème à la mode pour les « song writers » et plusieurs chansons autour de cet événement sont enregistrées. L'une des plus connues est celle chantée par Vernon Dalhart, un chanteur alors très célèbre, qui porte le titre « The John T. Scopes Trial »

“The John T. Scopes Trial”, Vernon Dalhart, 1925

Traduction

*Oh the folks in Tennessee
Are as faithful as can be
And they know the Bible
teaches what is right
And His great undying love
And they know they are pro-
tected by His might*

Oh les gars du Tennessee
Sont aussi pieux qu'on peut l'être
Et ils savent que la Bible enseigne ce
qui est juste
Et Son Grand amour infini
Et ils savent qu'ils sont protégés par
sa puissance

*Then to Dayton came a man
With his ideas new and grand
And he said we came from
monkeys long ago.
But in teaching his belief
M; Scopes found only grief
For they would not let their
old religion go.
You may find a new belief
It would only bring you grief
For a house that's built on
sand is sure to fall.
And wherever you may turn
There's a lesson you will learn
That the old religion's better
after all. (Refrain)*

Puis à Dayton un homme est venu
Avec ses idées, grandioses et nouvelles
Et il a dit que nous descendions des
singes
Mais en enseignant sa croyance
M. Scopes n'a rencontré que du chagrin
Car ils ne voulaient pas laisser leur
vieille religion partir
Tu peux trouver une nouvelle croyance
Elle ne t'apportera que de la peine
Car une maison construite sur du
sable est vouée à s'effondrer
Et, où que tu regardes
C'est une leçon à apprendre
La vieille religion est ce qu'il y a de
mieux après tout

Questions



- 1 Présentez le document en rappelant le contexte de son enregistrement
- 2 Comment sont présentés les habitants du Tennessee ? Qu'en est-il de leur foi ?
- 3 Comment John Scopes apparaît-il et quel rôle lui est-il attribué ?
- 4 Quelle « morale de l'histoire » le refrain de la chanson donne-t-il ?

Réponses



Les paroles de la chanson enregistrée par Vernon Dalhart, un chanteur de *hillbill* (la musique traditionnelle des Blancs pauvres) alors au sommet de sa gloire, reflètent bien l'ambiance qui a entouré le procès de 1925. Ce procès a en effet connu un écho médiatique très important et suscité nombre de commentaires, alimenté par des articles de presse, des caricatures mais aussi des chansons telles que celle-ci.

- 1 Les habitants du Tennessee sont des ruraux marqués par une foi traditionnelle et profonde « aussi pieux qu'on peut l'être », « leur vieille religion ». La Bible fait partie intégrante de leur existence : « ils savent que la Bible enseigne ce qui est juste » et la lecture qu'ils en font particulièrement littérale. Ils apparaissent comme un groupe uni, soudé par la foi et les valeurs qui en découlent.
- 2 La cohésion du groupe semble alors menacée par l'irruption d'un individu isolé, John T. Scopes, « un homme » qui semble étranger « à Dayton est venu ». Cet homme est présenté comme un élément perturbateur, introduisant doute et rejet : « M. Scopes n'a rencontré que du chagrin ». De plus, l'enseignement de la théorie de l'évolution est présentée comme une « croyance » nouvelle, concurrente de la vieille foi, absolument pas comme une théorie scientifique éprouvée.

Le refrain prend clairement position en faveur de la lutte contre l'enseignement de la théorie de l'évolution, présentée comme une idée nouvelle sapant les fondements même de la cohésion du groupe. Le ton est néanmoins nostalgique : « la vieille religion, c'est ce qu'il y a de mieux après tout » ce qui confirme paradoxalement que ce combat est archaïque.

Cette querelle est loin d'être close. Le fondamentalisme reste extrêmement vigoureux dans les États du Sud et le président de l'Académie des sciences des États-Unis a pu récemment s'alarmer de ce que « l'un des fondements de la science moderne est actuellement négligé, voire banni, des cours de science ». Depuis les années 1970, l'offensive du créationnisme* a en effet repris, avec le soutien de l'administration Reagan puis le soutien de Georges W. Bush. À l'heure actuelle, les partisans de la **théorie de l'« Intelligent Design »**, qui explique la création du monde par la volonté divine, cherchent à faire enseigner cette théorie comme une théorie scientifique en concurrence avec celle de Darwin.

3. Religion et *American way of life*

a) La sécularisation culturelle

La fin du XIX^e siècle voit l'accélération de la sécularisation* des comportements et de la culture des États-Unis. Cette sécularisation concerne :

► **L'éducation** : les **écoles publiques** mises en place dans les années 1840 ont en partie retiré aux Églises la formation de la jeunesse. Elles continuent néanmoins à diffuser une culture protestante par le biais de prières et de la lecture de la Bible. Néanmoins, à la fin du XIX^e siècle, l'afflux d'élèves catholiques et juifs entraîne leur sécularisation croissante, en particulier dans les grandes villes.

► **L'enseignement supérieur** : les grandes universités laïques se mettent en place au XIX^e siècle et obtiennent la formation des élites sociales et économiques, issus des classes moyennes supérieures blanches et anglo-saxonnes. Le système du campus coupe ces jeunes de leur milieu familial pendant quatre ans et la religion n'y est pas enseignée. Si les grandes universités privées imposent l'assistance obligatoire à la chapelle, les étudiants se révoltent contre cette obligation dans les années 1910 et 1920, obligeant les universités à l'abandonner.

► Les modes de vie marqués par le **développement de la consommation de masse** à partir des années 1920. La culture consumériste qui se développe alors est fondée sur le **crédit à la consommation et la valorisation de la consommation** en tant que telle. Elle s'oppose aux valeurs protestantes traditionnelles de la valorisation du travail, de l'épargne, de la frugalité. Elle développe une attitude consumériste qui transforme la religion en produit de consommation parmi d'autres.

► Le développement de la **culture de masse** et des loisirs à la même époque – cinéma, spectacles, sports – tend aussi à empiéter sur la pratique religieuse.

b) La religion, objet de consommation

La religion devient parfois un objet de consommation parmi d'autres. C'est le cas avec le développement d'un nouveau genre littéraire, le **best-seller chrétien**, diffusé à des millions d'exemplaires. Ces ouvrages font de la religion un instrument pour résoudre les difficultés collectives et individuelles. On peut donner comme exemple l'ouvrage de Charles Sheldon publié en 1897, *In his steps*, à une période de fortes tensions sociales. Face à toutes les difficultés, le héros se demande « Que ferait Jésus ? », trouve la réponse dans la Bible et s'efforce de l'appliquer.

Le plus célèbre des ouvrages visant à aider les fidèles dans leur parcours individuel est *Stream in the Desert* de Mrs. Cowman, publié en 1925 et réédité 20 fois. Écrit par une femme, il touche des lectrices à qui il propose « une rivière spirituelle dans le désert de la vie ».

c) Religion et épanouissement personnel

Après la Seconde Guerre mondiale, les différentes religions sont confrontées au départ des classes moyennes vers les banlieues résidentielles. Dans ces banlieues, les membres des différentes communautés religieuses cohabitent, ce qui accélère la **transformation de la religion en phénomène privé**.

Dans cette société mobile – les Américains déménagent et changent d'emplois plus facilement que les Européens – les croyants inventent des formes religieuses plus adaptées à leur mode de vie. Il leur faut une **religion accessible, peu contraignante, « confortable »**. Ils la trouvent dans une vaste littérature religieuse mais aussi, de plus en plus, à la télévision, qui est entrée dans tous les foyers au cours des années 1950. Le prédicateur réformé Norman Vincent Peale invente la « pensée positive » et son ouvrage *The Power of Positive Thinking*, publié en 1952, se vend à des millions d'exemplaires. Voici les titres de quelques chapitres : « Comment créer votre propre bonheur » ; « Espérez le meilleur et obtenez-le » ; « Il y a en vous un immense réservoir de force ». La Bible est envisagée comme un manuel, permettant au fidèle de prendre le contrôle de sa vie.

Cette liberté de choix religieux offerte aux croyants débouche également sur la multiplication des sectes. L.R. Hubbard crée l'Association internationale de scientologues et publie en 1950 son best-seller *Dianetics*.

À l'heure actuelle, ce mouvement de privatisation de la religion s'est encore accentué. Selon l'institut de sondages Gallup, **les Américains se disent à 57 % membres actifs d'une Église, ce qui est très élevé par rapport à l'Europe mais le plus bas taux d'adhésion du XX^e siècle aux États-Unis**. Les enquêtes menées sur la pratique religieuse régulière montrent qu'elle est en déclin, autour de 30 %. Ce phénomène touche à la fois les dénominations protestantes, le catholicisme et, de manière encore plus nette, le judaïsme. Les croyants n'hésitent pas à changer d'appartenance religieuse et à piocher à différentes sources pour se faire leurs propres conceptions religieuses. Aujourd'hui, **80 % des Américains**

pensent que l'individu doit se forger ses propres croyances religieuses indépendamment de toute Église.

Seules les communautés les plus traditionnelles et les plus fermées échappent à ce mouvement en proposant à leurs membres de nombreux services – crèches, clubs pour enfants, activités culturelles et sportives ...



Religion et politique aux États-Unis

1. Religion et laïcité aux États-Unis

a) Le Premier amendement fonde un système laïc

La **Constitution de 1787**, acte de naissance de l'État républicain, ne mentionne pas Dieu. La neutralité religieuse de l'État fédéral est affirmée en 1791 dans la Déclaration des Droits. En effet, ce **Bill of Rights est ouvert par le Premier Amendement à la Constitution qui affirme : « Le Congrès ne fera aucune loi relativement à l'établissement d'une religion ou en interdisant le libre exercice »**. Cet amendement rend donc impossible l'existence d'une religion d'État et définit donc le principe de séparation entre les Églises et l'État.

Néanmoins, si la neutralité s'impose au niveau fédéral, les États peuvent confirmer le statut privilégié de certains cultes. L'exemple le plus frappant en la matière est celui de l'Utah, où l'Église des Saints des derniers jours (**Mormons**) imposa une rigoureuse théocratie avant de céder aux pressions de l'opinion et du Congrès et d'adopter un compromis (*Mormon Manifesto*, 1890) permettant l'intégration dans l'Union.

b) Le rôle de la Cour Suprême

En 1940, la Cour Suprême annule la condamnation décidée par une Cour du Connecticut contre des témoins de Jéhovah qui avaient démarché les habitants d'un quartier notoirement catholique tout en diffusant un chant antipapiste en pleine rue. **L'arrêt Cantwell v. Connecticut** permet donc aux citoyens de réclamer la protection constitutionnelle de leurs convictions et pratiques religieuses.

La Cour Suprême a veillé à ce que le « mur de séparation » dressé entre l'État et les Églises soit respecté. Par exemple, la présence de crèches dans les halls de mairie n'est tolérée que si elle est entourée de symboles non religieux : arbres de Noël, Père Noël, traîneau et jouets... Pourtant, à partir des années 1990, la Cour Suprême a assoupli sa position, faisant craindre par certains un affaiblissement de l'application du premier amendement.

2. Religion et vie politique

La religion est-elle une clé de lecture pour décrypter la vie politique américaine ? En la matière, la situation est souvent plus complexe qu'il n'y paraît.

a) L'appartenance religieuse a-t-elle une influence sur le vote ?

Il est difficile de répondre simplement à cette question. Face à l'offensive protestante du début du XX^e siècle (loi sur la Prohibition et Procès du Singe), **les groupes religieux minoritaires ont veillé à faire respecter une stricte neutralité publique**. Les Juifs sont particulièrement actifs sur cette question, au travers d'associations comme **l'American Jewish Committee ou l'Anti-Defamation League**. Ils soutiennent sans hésiter le New Deal du Président Roosevelt élu en 1933 et le vote juif est en général plutôt en faveur du candidat Démocrate.

Pour les catholiques, il a fallu lutter contre les accusations protestantes de foreignism* : en 1928, la défaite du candidat démocrate Al Smith, catholique, à l'élection présidentielle témoigne de la force du préjugé anti-catholique. Pourtant, la **victoire du candidat démocrate John Kennedy en 1960**, catholique d'origine irlandaise témoigne d'un recul de ce préjugé. On peut tout de même remarquer que cette expérience a été unique (aucun autre président non protestant n'a été élu depuis l'assassinat de John Kennedy en 1963).

b) « God Bless America » : la religion civile aux États-Unis

Si l'État ne favorise aucune Église, les valeurs dominantes de cet État sont celles du protestantisme.

► **La fête de Thanksgiving** : célébrée le quatrième jeudi de novembre, elle commémore une fête de fondation, située en 1621, où les *Pilgrim Fathers* puritains venus d'Angleterre auraient partagé un grand repas avec les Indiens Wampanoag. Cette fête demeure pour beaucoup d'Américains « la » fête familiale par excellence. Elle représente la « reconnaissance » manifestée à Dieu pour ses bienfaits.

► **Le serment au drapeau : Pledge of Allegiance**. Tous les matins, les écoliers américains récitent le serment suivant : « Je fais serment d'allégeance au drapeau des États-Unis d'Amérique et à la République qu'il représente, une nation devant Dieu, avec liberté et justice pour tous ». La mention de « nation under God » n'a été ajoutée qu'en 1954, sous la présidence républicaine de Dwight Eisenhower.

► **La devise : In God we Trust***. À la même période, la devise des États-Unis *E pluribus Unum* (Unis dans la diversité) est remplacée par *In God we trust*. Dans le contexte de la guerre froide, le président Eisenhower

affirme : « Notre forme de gouvernement n'a pas de sens si elle n'est pas fondée sur une foi profonde – et peu m'importe laquelle ». Dieu sert donc ici de ciment aux États-Unis en lutte contre l'URSS communiste.

3. Religion et esprit missionnaire

a) Le concept de Destinée Manifeste

On peut voir dans le concept de Destinée Manifeste (*Manifest Destiny**) un héritage de **l'idéal puritain des origines**. Cette expression, créée en 1845 par le journaliste John O'Sullivan, rend compte de l'ambition des Américains, convaincus d'être **le peuple élu de Dieu**. La conséquence de cette élection est qu'il leur échoit la mission de répandre leur civilisation dans le monde et explique le **développement d'un esprit missionnaire** au XIX^e siècle.

b) Une conception religieuse de la place des États-Unis dans le monde

L'influence de la religion à la Maison Blanche a été particulièrement forte entre 2000 et 2008, lors des deux mandats du républicain Georges W. Bush. Ce dernier se présente comme un « *born-again* », sauvé de l'alcool par une illumination personnelle en 1985. Néanmoins, cet autoportrait vise surtout à séduire l'électorat évangélique, fort de 80 millions de citoyens.

Cette influence a semblé particulièrement se traduire dans les orientations de politique étrangères prises alors, notamment au moment de la décision d'intervenir militairement en Irak en 2003, en dépit de l'opposition du Conseil de Sécurité de l'ONU. Les pays ennemis des États-Unis sont alors présentés comme formant l'« Axe du Mal » que les États-Unis doivent combattre. Néanmoins, la religion n'est jamais le seul facteur en cause et masque d'autres intérêts – économiques, géopolitiques...

Sans s'en tenir aux mandats de Georges W. Bush, on peut souligner l'existence d'un intense esprit missionnaire* aux États-Unis. Le personnel missionnaire américain s'élève à 4000 en 1903, 340037 en 1972 et à 46381 en 2001. À l'heure actuelle, 47 % des missionnaires protestants dans le monde sont américains. Cela marque bien **l'influence religieuse des États-Unis dans le monde**.

c) La vision du monde donnée par le cinéma hollywoodien

La conception du rôle des États-Unis dans le monde peut aussi être envisagée grâce à certains films hollywoodiens. La comparaison entre deux films aux scénarios proches mais réalisés à 40 ans d'intervalle montre néanmoins des évolutions.

► ***War of the Worlds*** (la Guerre des Mondes), réalisé par Byron Haskin en 1953 avec Gene Barry, Ann Robinson, Les Tremayne. Ce film est une

adaptation du roman de science-fiction de **H.G. Wells** écrit en 1898, tourné dans le contexte de la guerre froide.

► **Independence Day**, réalisé en 1996 par Roland Emmerich avec Will Smith, Bill Pullmann, Jeff Goldblum, tourné dans le monde post-guerre froide.

Dans les deux scénarios, la Terre est confrontée à la menace de l'invasion d'extra-terrestres belliqueux. Mais leur dénouement diffère sensiblement.

En 1953, les scientifiques tentent en vain de stopper l'invasion avec une arme sophistiquée. La population, paniquée par les étranges vaisseaux, se tourne finalement vers Dieu. Elle prie, et c'est alors seulement que vient le salut : les envahisseurs contractent une bactérie qui les extermine. C'est donc la **foi qui sauve le monde**.

Dans **Independence Day**, la victoire vient de la technologie militaire sophistiquée utilisée contre les extra-terrestres. C'est donc **l'Amérique elle-même, sa supériorité militaire et technologique qui est valorisée ici**, le titre du film célébrant même le jour de la fête nationale des États-Unis.

Conclusion

Encore aujourd'hui, la religion joue un rôle important dans la société et la vie politique des États-Unis. Elle irrigue les valeurs communes et même la conception de la place des États-Unis dans le monde. La religion reste attachée au patriotisme américain et aux grands rites collectifs des États-Unis. Pour autant, cette importance, réelle, doit aussi être mise en perspective. Aux États-Unis, l'identité religieuse n'est pas figée et la pratique religieuse s'inscrit dans l'ensemble des pratiques sociales de la société de consommation.

Glossaire

- Américanisme** Tentative de l'Église catholique américaine de s'émanciper de la tutelle du Pape à la fin du XIX^e siècle.
- Bible** Livre de référence du christianisme, il se compose de l'*Ancien Testament* (le livre sacré du Judaïsme) et du *Nouveau Testament* (Évangiles et textes apostoliques). Aux États-Unis, la version la plus courante est la Bible protestante *King James*.
- Créationnisme** En opposition à la théorie de l'évolution, cette doctrine se réfère à une lecture littérale, fondamentaliste, de la Bible et notamment du récit de la création du monde et de l'homme par Dieu tel qu'il est donné dans le livre de la *Genèse*.
- Civil Religion** Religion commune à visée consensuelle, qui rassemble la population autour de quelques convictions partagées et de grands rites fédérateurs (*Thanksgiving Day, Memorial Day, National Day of Prayer...*). Tout Américain, quelle que soit son appartenance religieuse, doit pouvoir y souscrire.
- Conversion** Cette expérience religieuse est particulièrement valorisée par les protestants évangéliques qui la considèrent comme une « nouvelle naissance » (*born again*).
- Cujus regio ejus religio** Maxime latine, *tel prince, telle religion*, selon laquelle au XVII^e siècle, en Europe, le souverain impose sa religion à l'ensemble de son peuple.
- Denomination** Église ou union d'Églises aux États-Unis.
- Foreignism** Accusation portée par les protestants contre les catholiques américains qui les suspectent d'obéir au Pape et donc de dépendre de deux pouvoirs antagonistes.
- Grand Réveil** *Great Awakening* : Mouvement de renouveau des Églises protestantes anglaises et américaines au milieu du XVIII^e siècle.
- In God we trust** Cette devise nationale américaine s'est affirmée assez récemment. C'est le président D. Eisenhower, suite à sa prise de fonction à la Maison Blanche en 1952, qui l'a imposée au détriment de l'ancienne devise nationale *E Pluribus Unum*.

Mainline Churches Les Églises *mainline* se définissent, aux États-Unis, par une double dimension : leur héritage protestant européen qui remonte aux premières Églises établies dans les colonies et leur grand pluralisme interne.

Manifest Destiny Expression forgée en 1845 par le journaliste John Sullivan. Elle présente le projet expansionniste américain comme une mission providentielle destinée à propager sur tout le continent le modèle de liberté des États-Unis.

Melting pot Signifie ici que tous les catholiques venus d'horizons et de cultures différentes se fondent dans la pratique d'un catholicisme purement américain.

Missionnaire Individu laïc ou religieux partant à l'étranger pour convertir à sa propre religion.

National Day of Prayer Depuis une loi signée par le président Ronald Reagan en 1988, le *National Day of Prayer* a lieu chaque année le premier jeudi de mai. Il rassemble la nation américaine dans une prière civique pour la paix et la prospérité du pays.

Puritanisme Né au XVI^e au siècle d'un souci de purifier l'Église d'Angleterre des pratiques jugées contraires à la Réforme protestante. Cette culture a trouvé aux États-Unis une terre d'élection.

Sécularisation Ici a le sens de faire passer le temps de repos institué par la religion, de la pratique religieuse vers la pratique des loisirs.

Télévangélisme Propagation du message évangélique par les ondes, le télévangélisme a connu un développement considérable aux États-Unis depuis les années 1960. Plusieurs télévangélistes, à la tête d'empires de communication, ont exercé une influence politique.

Thanksgiving Fête célébrée le quatrième jeudi de novembre, a peut-être plus d'importance que Noël. C'est un des fondements de la religion civile des États-Unis. Elle commémore une fête de fondation (1621), célébrant les bonnes récoltes et rassemblant les *Pilgrim Fathers* et les Indiens Wampanoag.

